

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2462 - MERCREDI 18 NOVEMBRE 2015



Un camion poids lourd en stationnement

Axe Kinshasa-Matadi

Les transporteurs
routiers de nouveau
en grève

Le débrayage se fonde sur l'application du protocole d'accord du 19 février 2013 qui prévoit notamment un salaire de 375 dollars pour le chauffeur et 200 dollars pour le convoyeur. Celui-ci est resté lettre morte faute du respect d'engagement de la part des employeurs qui continuent à leur accorder des salaires modiques. Les transporteurs routiers exploitant l'axe Matadi-Kinshasa réunis au sein de la Force ouvrière du Congo sont à la base de ce nouveau arrêt de travail qui requiert l'arbitrage du gouvernement pour pallier le plus rapidement possible au différend entre les transporteurs et leurs employeurs. La persistance de la grève enclenchée, depuis le 16 novembre, risque d'avoir des conséquences sur la capitale en termes de rareté de certaines marchandises sur fond d'engorgement du port de Matadi du fait de l'absence des transporteurs routiers censés évacuer les marchandises déchargées par les navires.

Page 13

DIALOGUE NATIONAL

La société civile
milite en faveur
d'un climat apaisé

Dans une conférence de presse tenue dernièrement au siège de l'ONG Toges noires à Kinshasa, les organisations de la société civile et des droits de l'Homme se sont dites favorables au dialogue qui se profile à l'horizon. Toutefois, font-elles observer, un climat apaisé est requis pour la tenue et la réussite dudit dialogue. Pour ces organisations de la société civile, des actions sont à mener pour que les pourparlers ne constituent pas un lieu de déballage mais se révèlent plutôt une occasion de recherche des solutions aux maux qui rongent la RDC.

Et d'ajouter que l'atteinte des objectifs assignés à ce dialogue entre Congolais et la réalisation des résultats escomptés demeurent tributaires du climat politique et social prévalant tant pendant la préparation de ce forum que pendant sa tenue et son suivi. Aussi le chef de l'État est-il exhorté à s'investir à fond dans la création d'un climat propice à la réussite dudit dialogue.

Page 12

M^r Mari-André Mwila encadré par Kabasonga et M^r Jacob Baluishi

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les étudiants de l'INBTP excédés par la précarité
de leurs conditions d'études

Les étudiants de l'Institut national du bâtiment et des travaux publics (INBTP) ont pris l'initiative de marcher pacifiquement lundi pour faire pression sur le gouvernement face à la hausse brutale et inadaptée de leurs frais académiques. C'était non sans peine puisque les policiers dépêchés sur les lieux ont buté contre une résistance farouche des étudiants surexcités et déterminés à en leur faire douter. Plusieurs dégâts matériels et quelques blessés ont été enregistrés au cours de ces échauffourées qui ont duré plusieurs heures.

Dans les milieux concernés, on laisse entendre que cette action de l'INBTP devait s'étendre à tous les établissements d'enseignement supérieur et universitaire du pays pour dénoncer la précarité des conditions d'études sur les sites universitaires.

Page 12

SANTÉ

Ouverture
de la revue
annuelle
du programme
élargi de vaccination

Page 12

ÉDITORIAL

Asymétrie

La réaction musclée de la France aux attaques perpétrées en plein centre de Paris, vendredi dernier, par des terroristes islamistes est tout à la fois logique et justifiée. Mais elle a peu de chances de mettre fin aux agressions dont son peuple est l'objet sur son propre sol car la guerre dont nous venons de vivre l'un des plus sanglants épisodes n'a rien de classique. Et ce n'est certainement pas en envoyant des avions ou des missiles bombardier en Syrie les lieux où se forment les djihadistes que Paris, Moscou, Washington ou Londres mettront fin aux attaques qui les visent.

Comme les meilleurs experts stratégiques le craignaient depuis des années, le monde est entré dans une ère nouvelle où la guerre dite « asymétrique » prend le pas sur les conflits classiques. Grâce aux technologies nouvelles, tout particulièrement dans le domaine de la communication, il est possible désormais à de petits groupes bien entraînés de préparer des actions de grande envergure longtemps à l'avance et dans une discrétion totale qui rend difficiles, voire même impossibles, les actions destinées à les prévenir.

Qu'elles le veuillent ou non, les puissances menacées par l'Etat islamique vont devoir, par conséquent, adapter leur riposte à la nature des menaces que fait peser sur elle cette nouvelle forme de guerre. En Syrie, en Irak, mais également partout où sévissent les milices islamistes, il leur faudra envoyer des troupes aguerries sur le terrain afin d'éliminer les petits groupes qui se préparent à semer la terreur chez elles. Et, simultanément, ces mêmes puissances devront mettre en place sur leur propre sol des systèmes de surveillance et d'intervention capables de prévenir les attentats que tout le monde sait qu'ils vont se multiplier en Europe, aux Etats-Unis, en Russie et dans le monde arabe.

Disons-le sans l'ombre d'un doute, ce n'est pas en paradant que les Etats menacés protégeront leurs populations contre les agressions de toute nature qui, se préparent en divers lieux de la planète. Face à des ennemis prêts à se sacrifier pour faire triompher leur cause en tuant des centaines, des milliers d'innocents il n'est qu'une seule réponse possible: l'action silencieuse, discrète, souterraine, implacable qui neutralise les assassins avant que ceux-ci passent à l'attaque.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Le PCT commémore la mort d'Ambroise Edouard Noumazalay

Huit ans après le décès de l'ancien secrétaire général, les membres du Parti congolais du travail (PCT) ont commémoré, le 17 novembre au Mausolée Marien N'Gouabi, à Brazzaville, la disparition de celui qui fut, pour nombre d'entre eux, un modèle.

L'actuel secrétaire général du parti, Pierre Ngolo a, en souvenir, déposé une gerbe de fleurs sur la tombe de l'illustre disparu, en présence de quelques membres du parti et de sa famille. « Ambroise Edouard Noumazalay était un grand homme politique, un stratège au sein du parti. Il était de bon cœur. Nous nous sommes retrouvés en sa mémoire, pour saluer son action et suivre la voie qu'il a tracée. Après notre congrès extraordinaire, s'il était en vie, il devait avoir une part active dans la redynamisation et la modernisation du parti », a indiqué Accel Ndinga Makanda, membre du bureau politique. En s'inclinant devant la mémoire de l'illustre disparu, Hyacinthe Onghotto, secrétaire permanent, chargé de l'organisation à la fédération de Brazzaville, y voit un geste d'amitié. « C'est un geste d'amitié, de sympathie, de camaraderie.



Pierre Ngolo saluant les membres de la famille Noumazalay

Même lorsque nous avons perdu nos camarades de lutte, nous avons le devoir de respecter leur mémoire. En revenant ici, cela nous reconforte dans notre lutte. Nous militants, avons l'obligation de célébrer cette journée. Huit ans après sa mort, le souvenir est encore vif, surtout pour moi. Pendant qu'il nous quitte je suis secrétaire permanent du bureau politique. En ce temps-là je m'occupais de la gestion et du suivi des cadres. Donc je bénéficiais de son expérience. Il nous a transmis l'amour de la patrie et du parti, avant de privilégier les intérêts individuels », a-t-il témoigné.

Qui était Ambroise Édouard Noumazalay

Né le 23 septembre 1933 à Brazzaville, cette personnalité politique a tiré sa révérence le 17 novembre 2007 à Paris, en France. Premier ministre de 1966 à 1968, sous la présidence d'Alphonse Massamba-Débat, Ambroise Noumazalay figure parmi les fondateurs du Parti congolais du travail (PCT) aux côtés de Marien Ngouabi et d'autres. Il occupe les fonctions de secrétaire général du PCT et de président du Sénat jusqu'à sa mort. Il a été remplacé à la tête du parti par Pierre Ngolo, après le congrès extraordinaire de juillet 2011.

Josiane Mambou Loukoulou

IDC/FROCAD

Les jeunes et les femmes appellent à des négociations entre l'opposition et le gouvernement

Réunis en assemblée générale, respectivement les 14 et 16 novembre à Diata, au siège de l'Upads, les jeunes et les femmes de l'IDC/FroCAD ont, dans leurs déclarations, exigé la libération sans conditions de tous les militants et responsables de ces deux plateformes de l'opposition radicale et de la société civile détenus dans certaines geôles.

Ils ont également demandé l'arrêt des interpellations des membres de l'opposition et l'annulation pure et simple des résultats du référendum constitutionnel du 25

octobre qui, selon eux, n'honorent pas le Congo. Dans leurs déclarations les jeunes et les femmes de l'opposition se sont prononcés pour l'ouverture d'une enquête avec l'assistance des instances judiciaires internationales sur les cas d'assassinat survenus lors des événements du 20 octobre dernier, afin que leurs auteurs soient traduits en justice et punis conformément à la loi. Se déclarant agir de façon solidaire en tant que mères, femmes et citoyennes de l'ensemble des populations congolaises, les femmes de ces partis ont dit marquer leur distance vis-à-vis de l'esprit vindicatif et guerrier d'où qu'il vienne, tout en exprimant leur farouche opposition à la violence comme mode de règlement des conflits politiques. Alors que les jeunes de leur côté, ont adressé leurs condoléances au peuple français, suite aux événements tragiques, terroristes et condamnables survenus à Paris, tout en restant solidaires à toutes les familles explorées. Notons que ces déclarations ont été lues par le président de la JUPADS, Sidoine Giscard Madoulou et la vice-présidente de la CADD, Gammelle Kostelie Issami Aboyo.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice: Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsigmet, Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,
Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

UNITÉ NATIONALE

Les Pays du Niari militent pour la consolidation de la paix

À l'occasion du Forum organisé du 14 au 15 novembre à Dolisie, dans le Niari, la Convention des cadres ressortissants et amis des pays du Niari (Corecan), que dirige Christian Ndinga Boubanga, a choisi de placer ces assises sur le thème : « Consolidons la paix pour préserver les acquis ».

Ces retrouvailles ont été motivées entre autres par les troubles qui ont émaillé la campagne référendaire menaçant dangereusement la paix et la stabilité sociales au Congo. La Corecan, qui regroupe les ressortissants des départements de la Lékoumou, du Niari et de la Bouenza, s'est donnée la peine d'exhorter ces derniers à comprendre que l'histoire du Congo ne doit pas toujours s'écrire avec du sang.

Parmi les personnalités qui ont délivré les messages à ce Forum, il y avait l'ancien ministre d'Etat, Martin Mberi. Il a indiqué que ces assises avaient pour objectif de « replacer les pays du Niari au cœur du dispositif national destiné à consolider la paix et l'unité de notre peuple pour garantir notre vivre ensemble et la stabilité de l'Etat, comblant ainsi notre aspiration légitime aux vertus du partage, de la fraternité, de la solidarité et de justice tel que le prescrit la nouvelle Constitution de 2015 ».

Par ailleurs, a-t-il rappelé, la vocation de ces retrouvailles n'était



Christian Ndinga Boubanga et Martin Mberi

pas, a-t-il insisté, de jeter les bases pour réveiller les égo-ethniques de tel ou tel groupe et ouvrir une nouvelle page de surenchère politicienne qui équivaldrait à un retour au passé dramatique et totalement incongru.

L'ancien ministre d'Etat a appelé les ressortissants des pays du Niari de projeter désormais leur

regard vers l'avenir du pays en plaçant l'intérêt général au-dessus des appétits particuliers et égoïstes. « Si nous considérons le référendum comme une défaite politique et morale, nous les pays du Niari, nous devons comprendre qu'il nous reste une seule chose à faire pour éviter de retomber dans le piège de 1997.

Nous devons accepter de reculer pour mieux sauter en abandonnant une fois pour toute, la violence comme arme de reconquête

du pouvoir, même si d'autres l'ont réussi avant nous. Ce n'est pas un exemple historique à suivre », a-t-il déclaré.

Martin Mberi a noté qu'il est nécessaire pour les Congolais de tous les départements de créer des conditions pour un vivre ensemble harmonieux. On doit retenir, a-t-il expliqué, qu'il ne

saurait y avoir un vivre ensemble sans État. « Le déni d'autorité de l'État tel qu'il s'est manifesté dans les départements des pays du Niari pose un problème de morale politique qui ne nous épargne pas. La désobéissance civile telle qu'elle a été interprétée dans notre pays, ne saurait être admissible », a-t-il dit.

En outre, l'ancien ministre d'Etat a indiqué que dans le contexte actuel fait d'incertitude, traversé par une crise qui couve notamment dans la sous-région d'Afrique centrale et tenant compte de la fragilité du Congo, il convient d'envisager l'avenir du pays sous l'auspice des considérations politiques qui se résument par : la considération du référendum comme acquis démocratique qui permet d'avancer ; le renforcement de l'unité nationale autour du président de la République comme un acte salutaire qui préserve le Congo contre le désordre et l'improvisation et la dotation du pays d'un label politique propre appelé à tendre la main à d'autres forces politiques du pays de notre choix, partageant les mêmes idées dans un cadre fédératif approprié.

Roger Ngombé

FINANCES PUBLIQUES

Le Comité monétaire de la BEAC confirme la bonne santé économique du Congo

Réuni le 16 novembre à Brazzaville, sous le patronage du ministre d'Etat, ministre de l'Economie, des finances du budget et du portefeuille public, Gilbert Ondongo, le Comité monétaire et financier national de la BEAC (Banque des Etats de l'Afrique centrale), estime que l'économie congolaise se porte bien, malgré la conjoncture actuelle.

Cette réunion technique à laquelle a pris part le gouverneur de la BEAC, Lucas Abaga Nchama, a permis aux participants d'examiner minutieusement la situation économique et financière du pays.

Les chiffres qui confirment cette bonne santé économique n'ont pas été révélés, mais il ressort que l'économie congolaise sur tous les plans est bonne en dépit de la chute continue des cours de pétrole sur le marché international. « Le comité monétaire et financier national qui s'est tenu, a permis aux participants d'examiner les grands agrégats, c'est-à-dire de regarder les chiffres qui peuvent donner une tendance de la situation économique et financière du pays.

Il ressort que l'économie congolaise s'est bien comportée aux plans de la production, des finances publiques, monétaire et du commerce extérieur », a souligné le ministre du plan et de l'intégration, Léon Raphaël Mokoko.

Par la même occasion, les participants ont tenu la réunion ordinaire du Conseil national du crédit. Là aussi, les tendances économiques montrent que les banques congolaises fonctionnent parfaitement, au point de rendre le pays plus solvable. Toutefois l'objectif du gouvernement est de changer de paradigme afin que les investissements se réalisent autrement dans le pays, de manière à créer des sources de production qui soient génératrices de richesses nationales.

Firmin Oyé

FORUM « INVESTIR AU CONGO »

Une rencontre dédiée à l'entreprise

Le gouvernement avait déclaré que l'année 2015 serait celle de l'entrepreneuriat. Pour concrétiser ce défi, il se tiendra du 19 au 20 novembre le forum Investir au Congo Brazzaville.



Une vue des participants lors de la réunion du conseil national du crédit/photo Sylver Nkouka

Ce forum est une initiative concertée du gouvernement congolais et le Centre d'appui au développement, une structure congolaise, non gouvernementale qui œuvre dans la promotion de l'investissement.

Il est aussi un espace d'échange où seront présentés les potentialités, les atouts et opportunités d'affaires qu'offre le Congo. Il se présente en tribune adaptée pour inviter les grands groupes qui évoluent dans les domaines où le Congo a un avantage à y investir. Les filières concernées portent sur l'agriculture et l'agro-industrie ; la forêt et l'industrie du bois ; les mines, les hydrocarbures ; les bâtiments et travaux publics et la construction ; le tourisme et l'hôtellerie ou encore les services financiers.

Plusieurs ministres congolais se sont réunis à l'occasion d'un interministériel, présidé par le ministre d'Etat, Isidore Mvuba, pour préparer l'évènement de Brazzaville.

Le Groupe Maroc-Export prépare sa participation

Prélude à ce forum, le chef de département au Centre marocain de promotion des exportations, Hamza Ghazi, et son collègue Mehdi Benyahia, ont été reçus le 16 novembre par

le vice-président de la chambre consulaire de Brazzaville, le Docteur Galessamy-Ibombot. But de la rencontre : préparer la participation du Maroc à ce forum.

« Nous sommes là pour la participation du Maroc au Forum « Investir au Congo ». Nous avons mission de préparer la venue d'une délégation d'hommes d'affaires marocains qui prendront part à cet événement », a confié Hamza Ghazi à l'issue de cette audience.

Lors de l'entretien qu'ils ont eu avec le vice-président de la chambre consulaire de Brazzaville, Hamza Ghazi a remercié ces responsables pour les efforts qu'ils ne cessent d'apporter au développement des relations entre les deux pays.

« Alors la démarche marocaine, a-t-il renchéri, est une démarche gagnant-gagnant, dès lors qu'il y a des opportunités d'affaires au Congo. C'est un partenariat au profit de tout le monde, sur tous les plans. Ce qui nous arrange, c'est que les Marocains sont très intéressés par le Congo, au regard de son développement. Voilà pourquoi ils veulent s'inscrire dans cette évolution ».

Outre le forum « Investir au Congo », un autre rendez-vous économique sera organisé cette semaine à Brazzaville. Il s'agit, du trophée d'excellence des entreprises congolaises, un lieu d'échange et de partage des expériences du monde des entreprises. Un certain nombre d'entreprises qui du point de vue d'un jury indépendant, compétent et pluriel, devront être primées sur la base d'un critère bien précis. Une forme de reconnaissance pour le Congo, notamment le secteur industriel, considéré comme moteur de la croissance et centre qui crée de la richesse.

Notons que ces deux événements arrivent à point nommé car le Congo est resté pendant longtemps tributaire du pétrole. La diversification de l'économie est une bonne option mais pas uniquement avec les acteurs locaux, toutefois on devrait aussi développer des partenariats.

Nancy France Loutoumba et Guillaume Ondzé



AVIS D'APPEL D'OFFRE

POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX (02) COMMISSAIRES AUX COMPTES

La Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC), Institution de Financement du Développement de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) comprenant le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad, lance une consultation en vue de la sélection de deux Cabinets de renommée internationale chargés du Commissariat aux comptes, pour un mandat de trois (3) ans renouvelable une (1) fois à compter de l'exercice 2016.

Les cabinets d'expertise comptable de renommée internationale, agréés par la CEMAC et établis dans l'un des pays membres, sont invités à soumettre leur candidature.

Les Termes de Référence peuvent être consultés sur le site web de la BDEAC www.bdeac.org et le Dossier de Demande de proposition retiré contre le paiement d'une somme non remboursable de 200.000 francs CFA au Siège Social de la BDEAC à Brazzaville, Congo.

Les propositions rédigées en français devront parvenir à la

BDEAC, au plus tard le 18 Janvier 2016 à 15 H 30 heure de Brazzaville, à l'adresse suivante :

« Monsieur le Président de la BDEAC

Consultation pour le recrutement de deux (02) Commissaires aux Comptes »

(à n'ouvrir qu'en séance d'ouverture des plis)

BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (BDEAC)

SIEGE SOCIAL

BOULEVARD DENIS SASSOU N'GUESSO

BP 1177 BRAZZAVILLE

REPUBLIQUE DU CONGO

Pour tout renseignement complémentaire, les soumissionnaires pourront adresser leurs demandes par courrier ou email à l'adresse : e.ompouma@bdeac.org ou via l'email de la Banque bdeac@bdeac.org.

unissons-nous
pour les enfants



Avis de vacance de poste CBRA/CSD/2015/001

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter Un(e) Administrateur chargé de la Vaccination

Sous la supervision du Chef de Section Survie et Développement de l'Enfant, et en fonction des objectifs stratégiques du programme de pays, l'Administrateur chargé de la vaccination aura à sa charge la planification, la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation et l'administration des activités du programme élargi de vaccination (PEV), y compris l'analyse de données, l'appui au programme, les rapports d'avancement, et l'engagement pour l'expansion de la couverture vaccinale. Le/la candidat(e) sélectionné(e) aura à opérer de façon autonome avec une supervision minimale.

Profil requis pour le poste

- Nationalité Congolaise (RC),
- Au moins un Master dans l'une des disciplines suivantes : sciences sociales, Médecine, Santé, Santé Publique, Santé de la Famille, Développement de l'enfant, avec un accent sur la planification.
- Au moins cinq ans d'expérience professionnelle sur des postes équivalents. Avoir également une expérience en matière de protection sociale, en planification des stratégies des activités de vaccination, gestion de la réponse à l'urgence. Une (1) année d'expérience dans le système des Nations Unies serait un atout.
- Capacité d'analyse et de conceptualisation.

- Aptitude à travailler dans un environnement international et multiculturel.
- Capacité à établir des relations de travail harmonieuses et efficaces.
- Aptitude à communiquer et à négocier.
- Connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes.
- Maîtrise du français et très bonne pratique de l'anglais oral et écrit.

Conditions de service

- Grade : NO-2, selon la grille des Nations Unies.
- Lieu d'affectation : Brazzaville - CONGO, avec des déplacements à l'intérieur du pays.

Dépôt de Candidatures au plus tard le 27 novembre 2015 à 14 heures

Lettre de motivation + CV et Formulaire de l'historique personnel des Nations Unies (P11) OBLIGATOIRE + copie des diplômes à l'attention de l'Administrateur chargé des Ressources Humaines, par courriel à l'adresse suivante : cbrrecruitment@unicef.org.

NB : Prière de mentionner le numéro de l'avis de vacance de poste dans l'objet du courriel.

- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.
- Seuls les candidats présélectionnés recevront une lettre d'invitation.

unissons-nous
pour les enfants



Avis de vacance de poste CBRA/CSD/2015/002

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter Un(e) Administrateur en Santé (Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant)

Sous la supervision du Chef de la section Survie et Développement du Jeune Enfant, l'Administrateur en Santé, chargé de la Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant (PCIME) sera responsable du leadership technique sur la santé néonatale et infantile pour la survie et le développement. Il fournit un soutien technique en temps opportun sur la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des aspects de la communauté à tous les composants de la survie et le développement de l'enfant. Le/la candidat(e) sélectionné(e) aura à opérer de façon autonome avec une supervision minimale.

Profil requis pour le poste

- Nationalité Congolaise (RC).
- Un Doctorat en médecine, DESS en santé publique, santé internationale, médecine tropicale ou en épidémiologie serait un atout.
- Au moins cinq ans d'expérience professionnelle sur des postes à responsabilités dans le domaine de la santé de l'enfant et en matière de gestion de la réponse à l'urgence. Une (1) année d'expérience dans le système des Nations Unies serait un atout.
- Expérience dans le suivi des inégalités entre les sexes et dans les interventions de programmation qui réduisent ces inégalités serait un atout.
- Capacité d'analyse et de conceptualisation.

- Aptitude à travailler dans un environnement international et multiculturel.
- Capacité à établir des relations de travail harmonieuses et efficaces.
- Aptitude à communiquer et à négocier.
- Connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes.
- Maîtrise du français et très bonne pratique de l'anglais oral et écrit.

Conditions de service

- Grade : NO-2, selon la grille des Nations Unies.
- Lieu d'affectation : Brazzaville - CONGO, avec des déplacements à l'intérieur du pays.

Dépôt de Candidatures au plus tard le 27 novembre 2015 à 14 heures

Lettre de motivation + CV et Formulaire de l'historique personnel des Nations Unies (P11) OBLIGATOIRE + copie des diplômes à l'attention de l'Administrateur chargé des Ressources Humaines, par courriel à l'adresse suivante : cbrrecruitment@unicef.org.

NB : Prière de mentionner le numéro de l'avis de vacance de poste dans l'objet du courriel.

- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.
- Seuls les candidats présélectionnés recevront une lettre d'invitation.

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Les partenaires financiers engagés à la mobilisation des ressources adéquates

Afin de permettre à la République du Congo de mettre en œuvre son Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN 2016-2020), les partenaires techniques et financiers, les bailleurs de fonds, la société civile ainsi que les représentants de l'Union africaine sont prêts à investir.

Un engagement pris au terme de la table-ronde de mobilisation des ressources financières, organisée le 17 novembre à Brazzaville, par l'Union africaine, en faveur du Congo, pour accélérer son adhésion au Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA).

« En organisant cette table ronde, non seulement le gouvernement réaffirme son ancrage dans la doctrine de transformation sociale du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, mais aussi conforte les perspectives de son plan national de développement », a déclaré le ministre de l'Agriculture et de l'élevage, Rigobert Maboundou.

Présidant l'ouverture des travaux, le ministre du Plan et de l'intégration, Raphaël Mokoko, a relevé qu'en mettant en œuvre ce programme agricole, le Congo relève les défis relatifs à la valorisation des ressources naturelles ; l'accélération de la croissance et de la transformation des produits agricoles pour une prospérité partagée conformément à la déclaration de

Maputo, ainsi que la croissance économique inclusive et le développement durable.

« L'espoir de voir les partenaires techniques et financiers du sec-

« L'espoir de voir les partenaires techniques et financiers du secteur privé et de la société civile agir en proposant des projets est ce que je retiens de votre participation au processus d'élaboration de ce programme »

teur privé et de la société civile agir en proposant des projets est ce que je retiens de votre participation au processus d'élabo-

ration de ce programme », a-t-il indiqué avant de souligner que la croissance soutenue mérite d'être partagée dans le plus grand nombre des pays d'Afrique, pour améliorer les conditions de vie des populations vivant dans des conditions difficiles en milieu rural tout comme dans les villes.

Notons que la contribution du gouvernement congolais à ce projet, s'élève à 274 milliards 848 millions FCFA sur les 389 milliards 764 600.000 FCFA, soit 70% du coût global de ce programme qui s'étale sur cinq ans.

Le PNIASAN est un cadre de référence de la politique alimentaire et nutritionnelle de la République du Congo. Il tire sa substance du Programme régional d'investissements pour l'Agriculture, la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique centrale.

Créé en 2003 par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement à Maputo au Mozambique, le PDDAA vise à aider les pays africains à développer leur économie et à réduire la pauvreté, via l'agriculture. Il met l'accent sur le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que l'accroissement des revenus des économies africaines, lesquelles sont fondées principalement sur l'agriculture.

Lopelle Mboussa Gassia

COOPÉRATION

L'Italie satisfait de sa collaboration avec l'Agence congolaise d'information

L'Ambassadeur de l'Italie en République du Congo, Andrea Mazzella, a donné lundi son satisfecit sur les résultats de l'accord signé le 10 juillet 2015 à Brazzaville entre l'Agence congolaise d'information (ACI) et l'Agencia Giornalistica Italia (AGI), dans le cadre d'une coopération éditoriale étroite entre les deux agences de presse.

C'est au cours d'un échange avec le ministre congolais de la Communication et des médias, Thierry Mougalla, que le diplomate italien a dressé ce bilan à mi-parcours de ce partenariat entre son pays et le Congo. Le protocole d'entente signé le 10 juillet à Brazzaville prévoyait, en effet, une coopération éditoriale étroite entre les deux agences dans le domaine de la production éditoriale, dans la formation professionnelle et dans l'organisation d'événements. « Cet accord a déjà produit des résultats. Et je disais au ministre que les informations sur la vie politique du Congo sont à l'ordre du jour dans le circuit de l'information italien et européen, et ça été un constat qui nous a vraiment fait plaisir. Nous voudrions continuer dans ce sens pour déployer cette échange d'information », a déclaré Andrea Mazzella au sortir de l'audience.

Arguant par ailleurs que l'échange d'information est crucial dans la coopération, Andréa Mazella a souligné son importance dans la promotion de l'investissement au Congo, faisant toutefois un clin-d'œil au Forum investir au Congo qui s'ouvre le 19 novembre à Brazzaville. « L'information est un moyen extraordinaire pour attirer l'attention des investisseurs internationaux dans le pays », a-t-il insisté.

Pour étoffer l'accord entre l'ACI et l'AGI, le diplomate italien a évoqué une formation des journalistes congolais à Brazzaville et en Italie ensuite pour les meilleurs qui se seraient distingués.

L'accord prévoit également une assistance technique de l'Agence de presse italienne à l'ACI. « Nous voudrions voir des reporters et des journalistes professionnels qui puissent travailler et donner une information correcte, impartiale et équilibrée sur tout ce qui se passe au Congo », a conclu le diplomate italien.

Quentin Loubou

BANQUES

La BDEAC met l'accent sur la gestion transparente

La Banque de développement des Etats d'Afrique centrale (BDEAC) a tenu, le 14 novembre, son deuxième conseil d'administration au titre de l'année 2015, sous le patronage du nouveau président de cette banque, Abbas Mahamat Tolli. La conjoncture économique de la banque et la transparence sont, entre autres points soumis à l'attention des administrateurs.

Quatre points majeurs ont été inscrits à l'ordre du jour dudit conseil d'administration, qui est intervenu quatre mois après la prise de fonction du nouveau président. Les administrateurs ont, avant tout, approuvé de nouvelles modalités de désignation des administrations de la BDEAC, examiné le rapport

de la commission bancaire de l'institution, avant de s'attarder sur la situation financière et la conjoncture économique de la même institution bancaire. S'agissant du rapport sur la commission bancaire, le conseil d'administration s'est félicité des actions déjà en cours, mais tient à approfondir celles visant à encourager la transparence au sein de l'institution, à travers des séries de réformes. « Nous allons approfondir les points sur la gestion et la transparence. Nous nous félicitons surtout des actions qui sont initiées, afin de continuer davantage à mettre en place des réformes », a souligné le président de la BDEAC, Abbas Mahamat Tolli. La banque se félicite aussi de

la bonne tenue des indicateurs de gestion, mais également du soutien accru des partenaires externes, avec lesquels, elle a signé des accords financiers, notamment avec la Banque mondiale (BM) et l'Agence française de développement (AFD). Avec la Banque mondiale particulièrement, a renchéri le nouveau président de la BDEAC, l'accord signé permettra à son institution d'amorcer une série de réformes, mais aussi et surtout de renforcer ses capacités en ressources humaines. Par contre, avec l'AFD, il s'agira d'intensifier des actions visant le développement économique en vue de contribuer au développement sous-régional.

Firmin Oyé

ALOUER

NOUS METTONS EN LOCATION :

A L'entrée Du Beach De Brazzaville Un (01) Immeuble comprenant : un appartement au rez-de-Chaussée, un appartement au 1^{er} étage et un autre appartement au 2^e étage. Les dits appartements comprennent chacun

Trois Chambres (03), Un Salon (01), Une Salle(01) à Manger, Une(01) Cuisine, et Quatre (04) toilettes.

Deux (02) appartements à côté de la Direction de Faaki Congo Dont l'un à trois chambres, salon, une Salle à manger, Toilettes, Cuisine et l'autre de deux chambres, salon, une Salle à manger, Toilettes et Cuisine Une grande villa (01) pour habitation ou bureau au centre ville (vers la Boutique Alima).

CONTACT : 06 621 88 88

06 655 80 00



Une expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45/06 992 04 91-Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Comment répondre efficacement à un appel d'offres des marchés publics ?	5 jours	2 au 6 novembre 2015
La conduite du changement dans les organisations	3 jours	11 au 13 novembre 2015
Pratique de la gestion des stocks et des approvisionnements	4 jours	16 au 19 novembre 2015
Négocier avec ses fournisseurs stratégiques	3 jours	18 au 20 novembre 2015
La responsabilité sociétale des entreprises	5 jours	23 au 27 novembre 2015

***Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.**

EDUCATION

Le lycée scientifique de Massengo ouvre officiellement ses portes

La structure a été inaugurée le 17 novembre par la première dame du Congo, Antoinette Sassou N'Gusso, en présence du ministre de l'Enseignement primaire, secondaire, et l'alphabétisation ; de la jeunesse et de l'éducation civique, Anatole Collinet Makosso, ainsi que d'autres membres du gouvernement

Construit par l'entreprise chinoise Nan Tong Construction pendant près de deux ans, le lycée scientifique de Massengo, dans le 9e arrondissement de Brazzaville, Djiri, est un don du gouvernement chinois. Il s'agit d'un bâtiment de type R+2 de trois paliers identiques comptant chacun douze salles de classes de quarante élèves chacune pour un total de 1 440 apprenants par vague. Les trente-six salles sont électrifiées et équipées en tables avec pupitres et chaises contenant un système d'aération.

Selon le proviseur de cet établissement, Firmin Mougala, qui a présenté les caractéristiques techniques de l'ouvrage, outre les salles de classes, chaque palier dispose de deux salles de laboratoire pouvant accueillir quarante élèves. Concernant les laboratoires, ce lycée de Massengo en compte deux de biologie, cinq de chimie et cinq autres de physiques. Il est aussi érigé au 1^{er} et au 2^e niveau deux bibliothèques d'une capacité de 20 000 livres avec un système informatique de contrôles de sortie et d'entrée des ouvrages. « Que de bonnes conditions d'apprentissage! Pour des conférences animées aussi bien par les apprenants que par les enseignants, un amphithéâtre au rez-de-chaussée attend d'accueillir 165 élèves. Celui-ci est



La façade du lycée

aussi équipé d'un micro projecteur », s'est réjoui Firmin Mougala, indiquant que cet établissement n'a pas été construit sous le slogan une école un toit mais une école un équipement.

Quelques difficultés à surmonter
Malgré la mise en service du lycée scientifique de Massengo, de nombreux problèmes subsistent. Il s'agit, entre autres, de l'accès à l'établissement ; la fourniture en eau potable ; le manque d'internat, des réactifs et matériels de laboratoires

; des fournitures scolaires. Une fois toutes ces conditions réunies, l'école congolaise pourrait retrouver ses marques d'antan. « Avec une telle structure, nous sommes tentés de nous présenter au baccalauréat 2018 en série C pour le compte du Bac congolais et S pour le Bac français à l'image des classes renforcées du lycée Victor Augagneur à Pointe-Noire », a conclu l'ancien proviseur du lycée Victor Augagneur de Pointe-Noire, Firmin Mougala, invitant les entreprises à s'associer

à l'école, seul endroit idéal pour former les cadres de demain pour un partenariat gagnant-gagnant. Le ministre en charge de l'Enseignement

génies en informatique. Un tel lycée, avec toutes ces conditions matérielles idoines pour des apprentissages théoriques et pratiques, nous permettra à moyen terme de combler le déficit en personnel enseignant de sciences dans nos lycées », a-t-il précisé.

Pour lui, les conditions de travail de ce cadre doivent inciter les jeunes à être performants. Le ministre de l'Enseignement primaire et secondaire a également appelé les différents acteurs œuvrant dans son sous-secteur à jouer leur partition. Il a, par ailleurs, annoncé la mise à disposition de cet établissement de deux bus par la première dame pour assurer le transport des élèves. « Je peux vous dire que pour avoir tenu à parcourir et évaluer moi-même la distance qui sépare l'établissement de là où s'arrête le transport en commun (...), il n'aurait pas été juste de laisser les enfants venir à pied. Il était donc temps de doter l'établissement de navettes pour épargner aux jeunes un chemin de la croix », a conclu le ministre, se félicitant du geste de la présidente de la Fondation Congo Assistance qui a également remis quelques ouvrages scientifiques à l'établissement.

Rappelons que les officiels et les élèves de cette école qui fonctionnent depuis mi-octobre ont suivi le cours d'anglais dans le laboratoire.

Parfait Wilfried Douniama

ment général à, quant à lui, rappelé que cet établissement est un nouveau don de la République populaire de Chine après les trois écoles Amitié Congo-Chine de Nganga Lingolo, Massengo et Ignié, dans le Pool. Selon Anatole Collinet Makosso, le lycée scientifique de Massengo est un signal fort qui montre que le Congo est en marche vers l'émergence. « Un lycée scientifique est un laboratoire de formation de futurs médecins, de futurs scientifiques, géologues, ingénieurs des mines,

Congo Terminal, à l'écoute de ses clients.



05 775 01 10

Ouverture officielle du Service Clients.
Lundi à Vendredi de 08h à 12h30
et de 14h30 à 17h30.

E-mail : ServiceClients@congo-terminal.com

CONGO TERMINAL
POINTE-NOIRE

NÉCROLOGIE

La famille LOUBOU, Collette, Eugène, Yolande et les enfants Jean Clotaire Tomby, Quentin Loubou, Serge Edgar Banguele, Pierrette Mayaya, John Loubou, Germaine Loubou, Cyriaque Diandaga, Blood Chanelle Bassossola etc. informent parents, amis et connaissance, du décès de leur fille et sœur LOUBOU Dzoumba Noellie survenu le 10 novembre 2015 à Brazzaville à la suite d'une maladie.

Le deuil a lieu au n°155 rue Lénine (au croisement avec l'avenue Miadeka), à Ouenzé.

La date de l'inhumation vous sera communiquée plus tard.



Assurances et
Réassurances du
Congo

Assurance Incendie	Assurance Scolaire
Assurance Transport	Assurance Construction
Assurance Multirisque Habitation	Assurance Maladie
Assurance Globale Banque	Assurance Voyage
Assurance Responsabilité Civile	Assurance Entreprise
	Etc...

Soyez rassurés, vous êtes bien assurés!!

Agence BZV : Avenue Amilcar Cabral - Tél : +242 22 281 53 89 / 22 281 16 90
Agence PNR : 129, Avenue Fayette Tchitembo - Tél : +242 22 281 40 67 / 94 12 88
Email : arc@congo.cg - www.arc-congo.cg

Une équipe jeune et dynamique
à l'écoute de vos besoins

JOURNÉE DE L'INDUSTRIALISATION DE L'AFRIQUE

Les échanges commerciaux priorités

Le 20 novembre de chaque année, l'Organisation des Nations unies (ONU) célèbre la journée de l'industrialisation de l'Afrique. Pour cette édition 2015, l'ONU et les partenaires au développement encouragent le continent à mettre l'accent sur le commerce afin d'accélérer l'industrialisation et la transformation structurelle de l'Afrique.

Depuis quelques années, de nombreux pays africains ont enregistré des taux de croissance impressionnants, mais cette nouvelle prospérité n'a pas toujours entraîné la création de richesses pour tous. Trop souvent, avait fait remarquer le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, le développement économique reste tributaire de l'extraction de ressources naturelles et d'une main-d'œuvre peu qualifiée, qui s'accompagnent d'un secteur manufacturier peu développé et d'une répartition inégale des richesses.

L'objectif de cette journée, selon la commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), vise à inciter les pays à s'engager davantage dans le processus industriel, pour susciter une prise de conscience au niveau mondial et mobiliser l'appui international en faveur du développement industriel de l'Afrique. « La journée de l'industrialisation décrétée par les Nations unies permet, chaque année, d'aborder des problèmes liés au développement industriel durable et d'évaluer les stratégies d'atteinte des objectifs visant à faire des Africains des partenaires égaux dans ce nouveau monde. », précise l'agence onusienne.

A Genève, au siège de l'International Center for Trade and Sustainable Development, le ton est le même : le commerce peut contribuer à accélérer l'industrialisation et la transformation structurelle de l'Afrique. Cependant, propose le centre de recherche, pour progresser réellement sur la voie de l'industrialisation, par le biais du commerce, les pays africains devraient également passer en revue les divers accords qu'ils ont signés afin de tirer profit de leurs marges de manœuvre. Les experts soulignent l'importance de l'agriculture qui représente encore l'essentiel des ressources des familles dans les zones rurales, emploie plus de 60 % de la main-d'œuvre africaine, dont une majorité de femmes.

La faible productivité agricole semble attirer l'attention des régions africaines notamment l'Afrique centrale. Pour évoquer la République du Congo, l'industrialisation est considérée comme la pierre de voûte de la diversification économique. L'économie congolaise demeurant très dépendante de la rente pétrolière, est sur la voie de la diversification. Dans le cadre agricole et du secteur privé « le Congo vise l'autosuffisance d'ici à deux ans », avait promis le ministre congolais du Développement industriel et de la promotion du secteur privé, Isidore Mvouba. A ce rythme, poursuit-il, le pays deviendra rapidement producteur-exportateur pour le compte de ses voisins dans la sous-région.

Fiacre Kombo

CENTRAFRIQUE

L'ONU va envoyer 300 Casques bleus sénégalais en renfort

La situation sécuritaire à Bangui et dans l'ensemble du territoire centrafricain ne cesse de préoccuper les Nations unies. Afin d'assurer la sécurité à l'approche des élections de décembre, la mission de l'ONU en République centrafricaine (Minusca) va être renforcée par 300 Casques bleus sénégalais.

D'après l'ONU qui a fait cette annonce lundi, ces renforts font partie d'une force de réaction rapide de la mission des Nations unies en Côte d'Ivoire. « Ils seront redéployés pendant une période de huit semaines et seront sur place dès que possible », a précisé le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, ajoutant qu'il faut encore attendre le feu vert du Conseil de sécurité.

Hormis cela, l'Égypte devrait envoyer 750 soldats et la Mauritanie 140 policiers pour renforcer les 12 000 hommes de la Minusca en poste dans le pays. Sur ce point, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon va demander au préalable par lettre l'accord du Conseil qui tenait le même jour des consultations à huis clos sur la situation humanitaire et sécuritaire en Centrafrique.

L'ONU a ajouté que ces renforts pourraient être sur place à temps pour une visite du pape François en Centrafrique les 29 et 30 novembre, si elle est maintenue. La Minusca prévoit également de

déployer ses premiers drones de surveillance au-dessus de la capitale Bangui.

À l'issue de consultations à huis clos sur la Centrafrique lundi, le représentant permanent adjoint britannique Peter Wilson, dont le pays préside le Conseil de sécurité en novembre, a indiqué que le Conseil soutient l'initiative d'envoyer des renforts en Centrafrique. Il entend donner son aval formellement dans les prochains jours, a-t-il ajouté. « En raison de l'escalade de la violence, le Conseil soutient la demande de déployer temporairement la Force de réaction rapide de l'Onuci », a poursuivi Peter Wilson.

Pour le porte-parole de l'ONU, « le niveau particulièrement inquiétant des violences » récentes en Centrafrique et leur caractère de plus en plus intercommunautaire, justifie l'envoi de renforts en Centrafrique.

La semaine dernière, un Casque bleu camerounais avait été tué à près de 400 km au nord de Bangui, dans la ville de Batangafo,

à la suite de violences entre des éléments armés assimilés aux milices majoritairement chrétiennes anti-balaka d'une part, et d'autres assimilés à l'ex-Séléka, une coalition hétéroclite à dominante musulmane.

Le patron des opérations de la paix, Hervé Ladsous, a salué le fait que le Conseil de sécurité a « réagi positivement » à l'envoi de renforts en Centrafrique. « Nous devons être très reconnaissants au Sénégal », a-t-il relevé.

L'objectif visé dans le cadre de l'envoi des troupes supplémentaires en Centrafrique est surtout de remettre le pays sur les rails après deux ans d'une transition chaotique et la crise déclenchée en mars 2013 avec le renversement du président François Bozizé par la rébellion Séléka.

Le premier tour du scrutin présidentiel centrafricain, précédé par un référendum constitutionnel le 13 décembre, est prévu le 27 décembre. Un éventuel second tour doit se tenir le 31 janvier 2016.

Nestor N'Gampoula



Le Radisson Blue M'BAMOU PALACE HOTEL BRAZZAVILLE recrute les profils suivants :

1-Comptable général H/F

POSTE

Rattaché(e) à la direction Financière, vos objectifs sont d'enregistrer tous types d'écritures comptables, concertants pour l'essentiel la saisie des factures fournisseurs, la préparation des provisions mensuelles, des CCA et de leurs suivis (justificatifs des soldes bilanciaux). Vous maintiendrez également la bonne gestion du solde des comptes Fournisseur en assurant un règlement régulier des factures concernées. Les rapprochements bancaires feront également partie de vos attributions. Cette liste n'est pas exhaustive.

PROFIL

Issu d'un BAC+2 au minimum, mais surtout accompagné d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans, au sein d'une entreprise(s) de droit privé, à forte dominante analytique, de préférence. Les candidatures issues de cabinets comptables reconnus pourront être également étudiées. Bien entendu, votre aisance dans l'utilisation de solutions bureautiques et comptable n'est pas à démontrer. Professionnalisme, Adaptabilité et Motivation sont indispensables à une entière réussite à ce poste.

1- Contrôleur des coûts H/F

POSTE

Le Contrôleur des Coûts a pour mission de suivre l'ensemble des achats de la société et de leur circulation : de leur réception par l'hôtel (Commandes, Quantité, Qualité, Prix de Revient), d'en organiser leur stockage (et en sécuriser l'accès), d'en suivre toutes leurs ventilations aux différents services demandeurs. Vous devrez produire et valoriser les consommations de chaque service demandeur, ainsi que d'assurer les inventaires mensuels des stocks de l'entreprise. A ceci, s'ajoutera ultérieurement des analyses plus poussées telles que les ratios Chiffre D'affaire / Coûts.

PROFIL

Vous êtes Issu d'un BAC+2 au minimum, mais ce sera votre profil général qui

sera déterminant pour le candidat retenu. Vous devrez faire montre de rigueur, de logique, de professionnalisme, d'adaptabilité, et de motivation pour un poste contribuant à la compréhension de la bonne marche de la société. La supervision d'une équipe restreinte est associée au profil du poste. Bien entendu, votre aisance dans l'utilisation de solutions bureautiques et autres logiciels n'est pas à démontrer.

1-Chef du personnel H / F

POSTE

Rattaché(e) au Directeur des Ressources Humaines, vous êtes responsable de la gestion opérationnelle du personnel.

Votre mission :

- la gestion administrative du personnel (contrats de travail, la gestion des effectifs, formalités d'embauche / de départ, ...),
- l'établissement des paies (±250 bulletins) et les déclarations sociales
- l'application du règlement intérieur.
- la veille administrative et réglementaire relative à la législation du travail ;

PROFIL

Issu d'un Bac +3 minimum en Droit social, Ressources humaines ou équivalent avec 5 années d'expérience sur un poste similaire ; Vous avez la maîtrise parfaite de la législation du travail en République du Congo, de la gestion des mesures disciplinaires, de la comptabilité salariale, du logiciel Sage paie et des solutions bureautiques.

NB : pour tous les postes, la maîtrise de l'anglais professionnel est souhaitée.

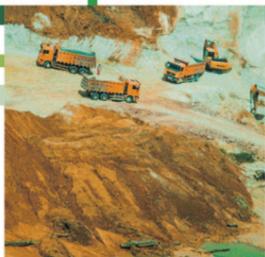
Adresser votre dossier de candidature avant le 4 / 12 / 2015 à :

OFFICE NATIONALE DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DE L'EMPLOI à Mpila

Ou par mail à Info.brazzaville@radissonblu.com



19 > 21 NOVEMBRE 2015
 BRAZZAVILLE
 FORUM INTERNATIONAL
 DES INVESTISSEMENTS AU CONGO



Plateforme de croissance
 & d'opportunités



➤ Prenez part à la transformation économique du Congo

Une occasion unique de multiplier les contacts de haut niveau et de découvrir les opportunités d'investissement au Congo.

- 3 JOURS de forum & rendez-vous BtoB
- 800 PARTICIPANTS dont 70 INTERVENANTS et experts de haut niveau et plus de 90 EXPOSANTS
- 45 PAYS REPRÉSENTÉS
- 7 FILIÈRES D'AVENIR : pétrole & hydrocarbures, mines, agriculture & agro-industrie, forêt & industrie du bois, BTP, tourisme & hôtellerie, services financiers

Information et inscription : www.icb2015.com

Twitter : @ICB_2015



DIPLOMATIE

Abdelouahab Osmane souligne l'importance des relations bilatérales entre l'Algérie et le Congo

À l'occasion du 61^e anniversaire du déclenchement de la révolution algérienne, le 1er novembre 1954, l'ambassadeur d'Algérie au Congo, Abdelouahab Osmane, a organisé une réception le 12 novembre à Brazzaville.

Plusieurs personnalités politiques et du monde des affaires, ainsi que des ambassadeurs accrédités au Congo ont assisté à la fête. Le gouvernement Congolais a été représenté par le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso.

Dans son discours de circonstance, le diplomate Algérien, a mis l'accent sur l'importance et l'ancienneté des relations bilatérales entre l'Algérie et le Congo, assurant que la coopération entre les deux pays continuerait et se développerait davantage à l'avenir.

« L'Algérie et le Congo ont toujours entretenu des liens d'amitié, de solidarité et de coopération. Nos deux pays se concertent mutuellement et partagent des points de vue presque similaires sur nombre de questions de l'actualité internationale. L'audience dont jouissent nos deux présidents sur la scène internationale est naturellement mise au service du continent africain pour l'aider à faire face aux défis du présent et du futur », a déclaré l'ambassadeur.

« Plusieurs générations de

cadres congolais ont été formés et continuent à être formés en Algérie. D'ailleurs, l'Algérie continue

années 70 et 80, devraient, a-t-il précisé, connaître un essor certain et ce, « à la faveur de la re-



L'ambassadeur d'Algérie prononçant son discours

d'accorder annuellement, à la République du Congo sœur, une cinquantaine de bourses dans différentes spécialités », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, les relations économiques et commerciales entre les deux pays, qui furent un modèle de coopération Sud-Sud dans les

dynamisation de la Commission mixte de coopération qui devrait tenir sa septième session, ici même à Brazzaville, au courant du premier trimestre 2016 ».

En outre, l'ambassadeur d'Algérie a salué, en passant, ses compatriotes « qui participent au développement du Congo ».

Peu avant, le diplomate, Abdelouahab Osmane a retracé l'historique de la Révolution Algérienne du 1er novembre, indiquant qu'elle fut « l'expression, sans faille, du peuple Algérien pour le recouvrement de la liber-

qui est résolument tournée vers la recherche de la paix, de la stabilité et du développement. L'Algérie continue de soutenir les causes justes dans le monde et le droit des peuples à l'autodétermination (Sahara Occidental, Palestine... », a-t-il souligné.

Il s'est souvenu aussi du rôle « clé » joué par son pays dans la résolution des conflits au Nord du Mali et en Libye, à travers le dialogue et la concertation.

S'agissant des débats qui préoccupent la Communauté internationale, l'ambassadeur a rappelé la participation de son pays lorsqu'il s'agit de faire des propositions sur un sujet quelconque. « Son engagement pour la réussite de la COP21, un rendez-vous de la diplomatie mondiale, en cette fin d'année 2015, est particulièrement salué ».

L'ambassadeur a réaffirmé l'attachement de son pays à « la stabilité et à l'unité des pays frères et amis, et son respect de la décision de chaque peuple découlant de sa souveraineté nationale ».

Dans le domaine politique et de la gouvernance, il a annoncé qu'un projet de révision constitutionnelle sera bientôt rendu public. Ce projet prévoit, entre autres, la mise en place d'un mécanisme indépendant de surveillance des élections.

Yvette Reine Nzaba

CLIMAT

Pour Cécile Aveline-Collot, « Notre avenir est dans notre assiette »

Rédactrice du magazine SAB'S Connexions, journal ouvert aux futurs talents dans les domaines suivants tels les arts, la culture, le concours, la poésie et la gastronomie, Cécile Aveline-Collot estime que notre comportement et, de surcroît, le contenu de notre assiette ne sont pas en phase avec la sécurité alimentaire.

Obtenu par un consensus international lors du Sommet Mondial de l'Alimentation à Rome en 1996, le concept de sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. Ainsi défini, ce

concept a une dimension technique.

Un point de vue sur fond d'interrogations

« Notre rythme de vie « métro-boulot-dodo », nous donne-t-il la possibilité de nous approvisionner des ingrédients de notre nourriture et de disposer du pouvoir d'achat suffisant ? Disposons-nous des quantités suffisantes d'aliments provenant de la production intérieure ou extérieure ?

Quelle est la qualité de ces aliments ? Sommes-nous vraiment maîtres de nos choix ou conditionnés par une société de masse dite économie de fluctuation ? »

Autant de questions que soulève cette journaliste gastronome. Des interrogations ? Pas seulement, puis qu'elle traduit des doutes de la population sur ses habitudes et in habitudes alimentaires, sur ses dérives, ses conséquences et ses enjeux. Ambassadrice de la Société Royale du Canada, qui a pour objectif de promouvoir l'acquisition du savoir et la recherche en arts, en lettres et en sciences naturelles et sociales, elle constate la lenteur des institutions et s'insurge contre elles. « Certes, les partenaires institutionnels, scientifiques, chercheurs, médecins discutent sur cette problématique pour pallier cette inégalité Mondiale. Autant de mobilisations autour d'un seul thème : la sécurité alimentaire de demain. De congrès en congrès, de colloque en colloque, sans compter les multiples séminaires jusqu'aux assises de la ruralité, hélas, les bonnes résolutions demeurent lettres mortes. Réagissons vite, pendant qu'il est encore temps ! »

« Consommer moins cher, aux conditionnements douteux, mais à quel prix ? »

Et de poursuivre qu'il est établi que, pendant ce temps, certains pays dits

industriels sont en surconsommation alors que d'autres sont sous-développés. « Une telle inégalité engendre un effet papillon sur la population jusqu'à aboutir à une situation sanitaire difficile. De même, l'industrialisation accentue la destruction en terme d'équilibre du fait de vouloir obtenir à tout prix la quantité au détriment de la qualité garantissant aux industriels la parcelle d'une vie monotone pour s'enrichir davantage ».

Pour l'ambassadrice pour les Arts, la Culture et la Paix en France pour le Royal Society Group et Membre de la SRAN (Société Royale d'Amérique du Nord) basée au Canada et de la Maison Royale Mérovingienne, il est important de rappeler tout de même qu'il est question ici de l'offre et de la demande. Une ouverture vers un certain libre échange, monnayant un marché de la sous-estimation, de la sous-consommation : « consommer moins cher, aux conditionnements douteux, mais à quel prix ? », sinon celui de la santé. Le chômage, la pauvreté sont, entre autres, certains facteurs de ce déséquilibre sanitaire. De l'avis d'un consommateur averti, « nous devons prendre ou reprendre possession de notre vie avec bon sens. Car, une dérive de la consommation peut engendrer de nombreuses conséquences sanitaires telles que l'augmentation des maladies dites neurodégéné-

ratives et dégénératives (maladie de parkinson, maladie d'Alzheimer; cancer; mais aussi l'obésité). N'oublions pas que notre consommation est le reflet de notre budget (porte-monnaie). Très souvent, notre préoccupation essentielle, c'est pouvoir consommer sans se priver. Reprenons possession d'une réflexion de jadis : Quelles sont nos priorités ? ».

« En prenant conscience de cette nécessité de qualité et de confort, nous misons davantage sur des techniques ancestrales, dites de pointe : les petits agriculteurs, l'agriculture biologique, les artisans, les commerces de proximité. Des facteurs que nous avons oubliés dans cette chaîne pour parfaire à un certain idéal sociétair ».

« Le boom alimentaire aura peut-être servi à se préoccuper davantage de la santé de tous et donc des générations futures. Mais, entre le réchauffement climatique et nos politiques intérieures sur le climat, œuvrons-nous à créer cette prise de conscience pour le futur de nos enfants, celui d'un monde meilleur ? ».

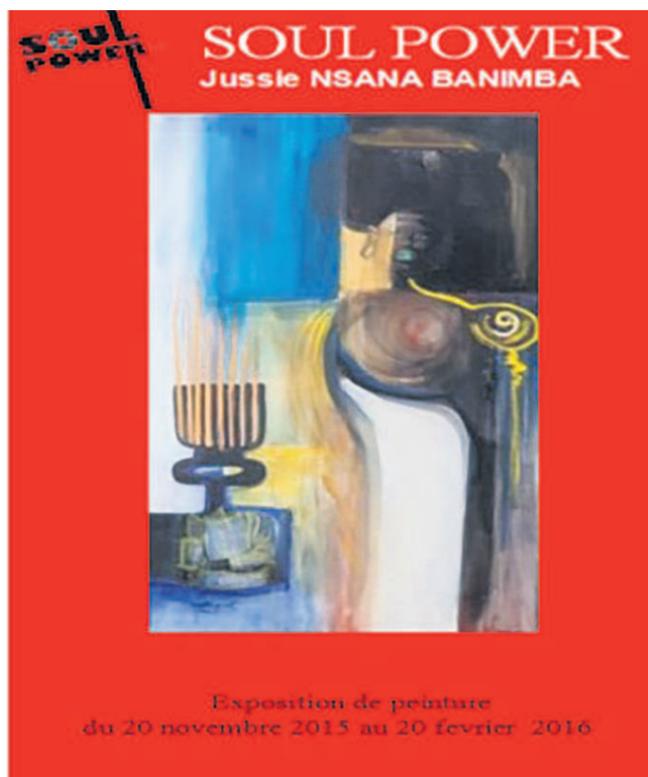
Cécile Aveline-Collot conclut en ces termes : « Notre avenir est dans notre assiette. Colorons chacune de nos bouchés par un flot constructif et imaginaire ».

Antoine Daniel Kongo



Cécile Aveline-Collot (DR)

EXPOSITION

« Soul Power » de Jussie Nsana du
20 novembre 2015 au 20 février 2016

Le Musée Galerie du Bassin du Congo présente dans quelques jours le Projet « Soul Power » de la plasticienne Jussie Nsana Banimba. Une exposition qui illustre le travail de l'artiste dont les œuvres ne cessent de séduire les professionnels. Le projet Soul Power reflète la volonté de l'artiste de toujours révéler des horizons nouveaux dans ses œuvres. Ainsi, cette exposition a réalisé avec brio des tableaux qui traduisent son expression dans le concert Soul. Elle joue sa partition à sa guise : la vue contemple ses toiles qui chantent en couleur et en matière. Formée à l'Ecole Nationale des Beaux-Arts du Congo Brazzaville, ses œuvres offrent un voyage au-delà des mots.



OFFRE D'EMPLOI

ENTREPRISE

Une société agroalimentaire basée à Pointe-Noire recherche : **Un électricien** (électrotechnicien, électromécanicien, Electronicien)

POSTE Liste non exhaustive :

Rattaché au Responsable de la maintenance des équipements industriels, vous avez en charge le dépannage du matériel de toute l'usine tant au niveau électrique qu'en automatisme. Vous réalisez des travaux d'amélioration, effectuez les Ordres de Travaux et assurez le compte rendu de l'intervention.

Egalement, vous apportez un soutien technique aux opérateurs et assurez la gestion des sous-traitants. Vous êtes amené à superviser et assurer la mise en route des équipements.

PROFIL

De formation Bac+2 en électricité ou en automatisme, vous justifiez d'une expérience de 2 années minimum sur un poste similaire.

Vous avez de solides connaissances en électricité, électronique et automatisme.

Vous savez lire des plans électriques.

Vous êtes reconnu pour votre rigueur et votre dynamisme.

Envoyer lettre de motivation et CV à l'adresse du Recruteur

CONTACT

Référence de l'offre (à préciser dans l'objet de votre mail de candidature):

DR/DG/03/15

Ecrire à : recrutements.pnr@gmail.com

APPEL A CANDIDATURE POUR UNE FORMATION
PROFESSIONNELLE PILOTE CAPITAINE MOINS 500 UMS

La société BOURBON OFFSHORE SURF - CONGO lance un appel à candidature aux marins expérimentés désireux de poursuivre leur formation professionnelle en reprenant les cours pour devenir pilote capitaine 500UMS à l'Institut Supérieur des Etudes Maritime de CASA BLANCA (MAROC).

Les conditions minimum pour présenter les dossiers sont :

- Etre de nationalité congolaise
- Avoir 36 mois minimum de navigation effectif au pont
- Etre titulaire d'un BAC scientifique ou avec un niveau Scientifique acceptable.
- Avoir plus de 22 ans et moins de 40 ans
- Réussir le test écrit organisé par l'Institut Supérieur des Etudes Maritime de CASA BLANCA pour accéder à la formation : Mathématique, Physique, Navigation, Règles de Route et de Barre et l'Anglais.

Les dossiers de candidature doivent comprendre :

- Un CV
- Une attestation de navigation des 36 mois de navigation délivrée par la Marine Marchande Congolaise
- Un Casier judiciaire
- Une copie de la carte d'identité
- Une copie du dernier diplôme/certificat de scolarité/ attestation de niveau
- Quatre photos d'identité
- Une copie du certificat médical en cours de validité
- Une copie du passeport en cours de validité

Les dossiers doivent être transmis complet et sous enveloppe scellée à l'attention de la Direction des Ressources Humaines de BOURBON OFFSHORE SURF CONGO sis au 30 Rue Georges DUMOND ; B.P 107 ; Pointe Noire /REPUBLIQUE du CONGO. Tout dossier incomplet sera rejeté.

N.B : nous vous informons que toutes les copies des titres présentées feront l'objet d'un contrôle, certificat conforme à l'original.
A l'issue de la formation et sous réserve de son succès BOURBON OFFSHORE SURF CONGO peut vous offrir un emploi.

Date limite de dépôt des dossiers est fixée au 04 / 12 / 2015

AVIS DE RECRUTEMENT

Le cabinet international d'audit, d'expertise comptable et de conseil DELOITTE TOUCH TOHMATSU CONGO recrute pour son activité d'expertise comptable un collaborateur expérimenté et un collaborateur débutant.

Profil requis :

BTS ou licence en comptabilité avec au moins deux ans d'expérience en cabinet ou en entreprise pour le collaborateur expérimenté.

BTS ou licence en comptabilité sans expérience significative en cabinet ou en entreprise pour le collaborateur débutant.

Les personnes intéressées par cet avis de recrutement sont priées d'envoyer leur candidature à l'adresse ci-après : yolngouebo@deloitte.com.

Le dossier de candidature comprendra un CV et une lettre de motivation.

Les candidats présélectionnés seront contactés pour passer les tests de recrutement.@@La date limite d'envoi de s dossiers est fixée au 25 novembre 2015.

38^e SESSION DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'UNESCO

Irina Bokova : « il faut combattre la violence par les forces de la raison »

Les différents intervenants au Forum des dirigeants ont adressé leur solidarité, leurs condoléances et leurs soutiens aux autorités françaises ainsi qu'aux familles victimes des attentats terroristes de Paris du 13 novembre. Ils ont dénoncé à l'unanimité le terrorisme et invité à la culture de la paix, à la sauvegarde du patrimoine culturel lors de la célébration du 70^{ème} anniversaire de l'Unesco

« La violence et l'extrémisme ne sont pas bons. Il faut respecter les innocents, privilégier le dialogue comme le fait l'Unesco », a déclaré le président de la 38^{ème} session de la Conférence générale, Stanley Mumbumba Simataa. Il a invité l'Unesco et ses Etats membres à continuer à promouvoir l'éducation, l'utilisation durable de la planète, la diffusion du rôle des sciences et la promotion des technologies pour améliorer nos conditions de vie, à renforcer de nouvelles approches dans le développement, la liberté d'expression et l'accès à la connaissance pour tous.

« Le pouvoir de l'Unesco à réunifier les idées doit être réaffirmé. L'aspiration de l'humanité à la paix, à la tolérance et à la coexistence mutuelle doit être ressuscitée », a-t-il martelé.

La Directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova a indiqué que les terroristes s'attaquent à ce que nous avons

de plus cher, la liberté. « Jamais nous ne pouvons l'accepter, jamais nous ne pouvons accepter une telle chose ». Elle a rappelé les conditions dans lesquelles est née l'Unesco, le 16 novembre 1945, en « réaction à l'extrémisme, pour trouver de nouveaux moyens » et ainsi « transformer notre douleur à une force collective de la paix » notant en passant « la jeunesse des victimes tuées par d'autres jeunes, qui cèdent à la violence ». Pour elle, l'Unesco a un rôle à remplir dans le combat contre le terrorisme, « revenir aux sources de la radicalisation, renforcer l'éducation aux droits humains, enseigner la diversité des cultures, équiper les gens des outils et de l'esprit critique et leur apprendre à utiliser les médias ».

« Il faut combattre la violence par les forces de la raison. Nous avons tous un rôle à jouer pour entendre la voix de la raison, de l'esprit, et l'Unesco

entend y contribuer », a-t-elle souligné. « Paris incarne tout ce que les extrémistes haïssent et craignent : une ville de lumière, une ville libre dans un pays libre, la France, qui a une passion pour le débat et pour les choses de l'esprit. Les extrémistes ont peur de la culture. Ils ont peur de l'histoire, de la diversité culturelle et de la liberté qu'elle représente, de la liberté de vivre et de penser », a-t-elle poursuivi.

Le président bulgare Rosen Plevneliev Preneliev, a rappelé que l'extrémisme violent est transfrontalier. Il a invité à une politique permettant de prévenir la radicalisation. Mais « la marginalisation contribue aux conflits. L'idéologie ne peut pas être vaincue pas les armes mais par les idées, le dialogue. La communauté internationale doit renforcer la lutte contre le terrorisme. Notre force, c'est notre unité et les valeurs partagées », a-t-il dit. et, ajoutant : Il y aura

toujours ceux qui préfèrent l'épée à la plume ».

« Voir la conférence de l'Unesco être présidée par l'Afrique est un symbole fort, qui montre que le monde change. L'Afrique réhabilitée a fait son retour au sein de la communauté des Nations », a déclaré le Président camerounais, Paul Biya. « Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit que doivent être élevées les défenses de la paix », estime-t-il.

Il est revenu sur les attaques terroristes de Boko Haram, « distillant des germes de division ». Puis il a remercié la mutualisation des moyens avec les voisins, l'Union africaine et la France. Il a indiqué qu'aucun pays n'est à l'abri du terrorisme. « La guerre contre le terrorisme concerne chaque nation qui intègre le respect de la personne humaine et de la vie au sein de ses valeurs fondamentales. Il incombe à chaque pays d'apporter sa contribution », a-t-il dit.

« Le terrorisme est devenu une gangrène planétaire. Comme un caméléon, il s'adapte à tout », a relevé le représentant du président malien.

Il a, en outre, remercié l'Unesco pour son concours à la construction du Mausolée de Tombouctou, détruit par les terroristes.

Le Chef d'État libyen par intérim, Agila Saleh Essa Gwaider, a dénoncé de la souffrance du peuple libyen, aux mains de groupes terroristes et a souligné « l'importance que la Libye accorde à la diversité culturelle, au dialogue inter-religieux et à la culture de la paix ».

La présidente de la Lituanie, Dalia Grybauskait, a déclaré que: « le radicalisme et la haine prospèrent là où l'éducation échoue » et qu'une paix durable, un développement durable et une éradication de la pauvreté dépendent de l'accès à l'éducation. Pour le président de l'ex-République yougoslave de Macédoine, Gorge Ivanov, il faut « aider à rétablir l'ordre mondial et à substituer le monologue au dialogue en particulier au dialogue interculturel et au dialogue interreligieux ».

Noël Ndong

WOMEN'S ACTIVITY AWARDS 2015

Quinze femmes reçoivent des diplômes en petite entrepreneuriat

La cérémonie de fin de triple formation en maquillage, en transformation du manioc et en gestion d'entreprise, organisée par l'association « Femme modèle » que préside Mili Mildren Moukenga s'est clôturée le 14 novembre 2015 à Brazzaville par la remise des diplômes aux quinze récipiendaires.

Ces quinze femmes qui ont suivi la formation dans le cadre de la troisième édition de Women's activity Awards, ont été réparties en trois catégories. Il s'agit des catégories : Maquillage ; Manioc et Gestion d'entreprise.

Mili Mildren Moukenga, présidente de l'association Femme modèle, a rappelé peu avant la remise des diplômes à l'auditoire que cela fait aujourd'hui trois ans qu'ils ont lancé le Women's Activity Awards, dans le but de réduire la pauvreté par l'autonomisation des femmes. Elle a rappelé aux femmes congolaises qu'il est temps qu'elles prennent conscience des responsabilités qui leur reviennent dans la société, puis les a invitées à avoir plus d'ambition.

« Dans notre pays, les femmes sont majoritaires devant les hommes : 52% contre 48%. Autonomiser les femmes revient à autonomiser une grande partie de la population. La clé de la réussite étant le travail, inculquer la valeur travail dans une société est la solution à plusieurs problèmes. Nous souhaitons que la femme congolaise participe pleinement au processus de développement économique de son pays. Il paraît aujourd'hui obligatoire de permettre aux femmes et aux filles sans activité professionnelle d'apprendre un métier afin de générer des revenus et de subvenir à leurs besoins. Cette démarche est très importante pour le développement de notre société ».

En effet, le challenge de l'association « Femme modèle » cette année était celui d'assurer l'insertion professionnelle des filles et des femmes n'ayant pas de métier ni d'activité. Alors que le grand défi que

cette association s'est assigné, est celui de rendre formel le métier de fabrication du pain de manioc et surtout, d'encourager les filles à l'exercer sans complexe. Pour cela, ils ont édité la recette officielle sur la transformation du manioc, des tubercules aux pains de manioc, de même qu'ils ont également créé le groupement d'intérêt économique Manioc pour tous. André Collet, directeur général adjoint en charge du développement de la banque commerciale internationale (BCI), banque partenaire de Women's activity Awards de l'association « Femme modèle », a reconnu que cette année, l'association a encore avancé dans sa manière de faire. « Nous sommes heureuse de participer à cette action très concrète... Le mariage entre la BCI et l'association se renouvelle tous les ans. Comme dans tous les partenariats, on discute beaucoup sur la manière dont l'action va se dérouler, et de la structurer sur comment nous devons apporter notre soutien non seulement sur le plan financier, mais aussi sur le plan logistique, des conseils, la manière dont le choix doit s'opérer ».

La quatrième édition aura lieu en octobre-novembre



Les cinq femmes bénéficiaires d'un diplôme de transformation de manioc

2016. A cette occasion, Mili Mildren Moukenga travaillera sur « Les femmes pêcheuses ». Une activité qui a beaucoup de potentiel mais qui ne regorge pas tellement des femmes, d'où, l'association « Femme modèle » entend donner des moyens aux femmes qui évoluent dans ce domaine.

Rosalie Bindika

PROMOTION DU TOURISME

Le Congo et le Venezuela renforcent leurs stratégies



Photo de famille

Dans l'idée de doter la jeunesse congolaise d'un esprit touristique et mettre en valeur le patrimoine touristique et culturel du Venezuela et du Congo, le ministère du Tourisme et de l'environnement en partenariat avec l'ambassade du Venezuela au Congo ont lancé le 16 novembre, des journées touristiques et culturelles.

En effet, cette semaine touristique et culturelle intitulée « une journée pour une école », connaîtra la participation active d'environ deux cent cinquante élèves issus des classes de première et de terminale, représentants les écoles privées et publiques de la ville capitale, notamment les lycées Chaminate, Emery Patrice Lumumba, Claparède, Rémo et les Amis de Julien. Elle sera agrémentée par plusieurs activités à savoir : des concerts de gala, des expositions numériques de photos et de l'artisanat, des images touristiques du Venezuela et du Congo, des expositions gastronomiques Venezuela-Congo sans oublier l'exposition du raphia téké.

Appréciant cette initiative jugée « louable », la directrice du mémorial Pierre Savorgnan De Brazza, Belinda Ayessa a reconnu que ces journées sont très importantes, parce qu'il s'agit d'un mixage et d'une rencontre des peuples et de leurs cultures. « A travers cette semaine culturelle, les congolais découvriront le Venezuela et sa longue histoire dont les colonnes occupent un vaste schéma mémoriel depuis les traces précolombiennes jusqu'aux innovations contemporaines de cette terre de grâce », a-t-elle ajouté.

Au sujet des tenants et des aboutissants de cet événement, l'ambassadrice du Venezuela au Congo a précisé qu'il vise l'échange de

connaissances et d'informations sur le tourisme et la culture des deux pays. Car, les atouts et le potentiel de chaque nation seront présentés à travers une exposition. Ce qui permettra de propager nos progrès et d'établir un rapprochement entre les deux peuples, notamment dans le but d'évaluer les échanges de nos expériences et la possibilité d'un rapprochement par les mécanismes que nous propose la coopération Sud-Sud. « Il est donc important que le secteur du tourisme bénéficie d'un soutien du gouvernement pour son développement. Ceci, en raison du grand réservoir naturel qu'il dispose et surtout que, le Congo possède l'un des plus grandes réserves naturelles dans le monde », a souligné l'ambassadrice.

Pour la directrice départementale du tourisme de Brazzaville, Martine Ngassaki, ces rencontres prouveront également au Congolais ainsi qu'aux étrangers résidant à Brazzaville, les atouts qu'engrangent leurs pays, surtout aux plans touristique et culturel. « C'est un grand événement touristique, parce qu'il y aura d'un côté le tourisme international et de l'autre le tourisme national. Et, au plan de la culture nationale, les participants à ces activités découvriront comment le tisserand et le sculpteur travaillent pour arriver à un résultat final », a souligné la directrice départementale du tourisme avant de conclure que les élèves qui participeront à ces cinq journées profiteront aussi de ces opportunités culturelles pour échanger avec le peuple étranger et pourront parfaire leur connaissance.

Soulignons que ces journées se dérouleront pendant cinq jours au Mémorial Pierre Savorgnan De Brazza.

Rock Ngassakys

DIALOGUE NATIONAL

Les ONG de la société civile requièrent un climat apaisé

Pour ces organisations, il y a certaines actions à mener pour que les pourparlers ne constituent un lieu de déballage mais plutôt une occasion de recherche de solutions aux maux dont souffre la RDC.

Dans une conférence de presse tenue le 12 novembre au siège de l'ONG Toges noires à Barumbu, les organisations de la société civile et des droits de l'Homme se sont dites favorables au dialogue qui se profile à l'horizon dans le pays. Mais, pour ces organisations, un certain climat est requis pour la tenue et la réussite dudit dialogue. « *Cependant, le dialogue attendu étant compris comme un cadre d'échanges et de recherche concertée des solutions aux problèmes auxquels notre pays se trouve confronté, l'atteinte des objectifs à lui assigner et la réalisation des résultats à en escompter demeurent tributaires du climat politique et social prévalant tant pendant la préparation du dialogue que pendant sa tenue et son suivi* », a souligné Me Mari-André Mwila Kayembe, dans la déclaration lue au nom de ces organisations. C'est dans cette optique que ces structures de la société civile ont exhorté le chef de l'État, Joseph Kabila, à s'investir à la création d'un climat propice à la réussite du dialogue.



M^r Mari-André Mwila, encadré par Kabasonga et Me Jacob Baluishi / Photo Adiac

Pour ces ONG, en effet, « *moins d'en faire un lieu de déballage et de positionnement, il serait difficile aux participants au dialogue de donner le meilleur d'eux-mêmes à la recherche des solutions aux maux auxquels le pays est confrontés pendant que certains d'entre eux, directement ou indirectement, continuent d'être victimes des violations graves des droits de l'Homme ainsi que d'extorsions et de spoliations de biens de valeurs du fait de l'État et des personnalités censées le représenter* ».

Des preuves de bonne foi

Dans leur exhortation, ces ONG ont notamment sollicité du président de la République de clarifier sa position sur les intentions qui lui sont prêtées de chercher, par tous les moyens, à se pérenniser au pouvoir, la libération des activistes de la société civile, des défenseurs des droits de l'Homme, des journalistes et des prisonniers politiques.

Ces organisations ont également plaidé pour l'ouverture et la réhabilitation des médias des leaders de l'opposition politique frappés

de fermeture et/ou d'interdiction, la cessation des tracasseries et des harcèlements dont sont constamment victimes les partis politiques de l'opposition et ceux de la majorité présidentielle, qui s'écartent de la ligne de conduite leur imposée sur les questions vitales de la Nation ainsi que la réhabilitation des victimes de spoliations et d'extorsions des biens de valeurs, du fait de l'État et/ou des personnes agissant en son nom et au paiement des salaires des agents et fonctionnaires de l'État et de la dette intérieure.

Sur le concret, ces ONG ont notamment souligné que la déclaration et l'engagement du président de la République de s'investir dans l'alternance démocratique au sommet de l'État et de ne pas être candidat à la prochaine élection présidentielle mettraient fin à l'agitation et rassureraient les uns et les autres pour l'implication de tous dans la tenue et la réussite du dialogue. Aussi, ont-elles noté, la détention prolongée et continue des membres du mou-

vement Filimbi (Fred Bawuma, Yves Makuambala) et de la Lusha, des activistes de la société civile (Christopher Ngoy), des leaders politiques (Jean-Claude Muyambo, etc.) n'est pas de nature à rassurer la participation de toutes les forces sociales et politiques.

Sur le plan social, ces ONG ont notamment insisté sur la restitution du diamant blanc tonic clair de plus de huit cents carats spolié à Théodore Mbiya Kalala depuis 2005, pour lequel le chef de l'État a fait la promesse aux chefs de confessions religieuses de l'ex-province du Kasai Oriental de s'investir personnellement pour réhabiliter le propriétaire dans ses droits. Ces organisations (Ligue des électeurs, Observatoires congolais des droits de l'Homme, Œuvres sociales pour le développement et Toges noires), qui ont déploré les actes de menaces, de tentatives d'enlèvements et d'assassinats qui se multiplient sur la personne du propriétaire de ce diamant, citant des sources concordantes, ont indiqué que cette pierre, jadis entreposée à la Banque centrale du Congo, se trouverait actuellement à la présidence de la République. Ce qui faciliterait, selon elles, l'intervention du chef de l'État en vue de sa restitution à son propriétaire.

Lucien Dianzenza

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les étudiants de l'INBTP en furie bravent la police

Ces étudiants ont pris lundi l'initiative de marcher pacifiquement pour faire pression sur le gouvernement face à la hausse brutale et inadaptée de leurs frais académiques.

Alors que la situation politique du pays demeure encore délétère avec, en toile de fond, des incertitudes qu'inspire un processus électoral en panne, les étudiants de l'Institut national du bâtiment et des travaux publics (INBTP) ont improvisé, le 16 novembre, une marche de colère contre leur situation académique. La journée qui s'annonçait pourtant sous de bons auspices a été vite gâchée à la suite du déferlement de la furie estudiantine dans les principaux axes routiers menant vers le site universitaire. Postés à l'entrée des avenues des écuries, de la montagne et du tourisme, les étudiants de l'INBTP ont carrément perturbé le trafic sur ces tronçons en empêchant aux automobilistes et même aux usagers de se mouvoir dans ces périmètres.

La fronde estudiantine avait gangrené cette partie de la capitale au grand désarroi de tous ceux qui empruntent ces différents axes routiers pour se rendre à leurs lieux de travail. Au fil des heures, la tension montait d'un cran. Les étudiants enrégés s'en prenaient violemment aux automobilistes qui ne voulaient pas obtempérer au blocus des avenues précitées. Pendant des longues heures, cette partie de la commune de Ngaliema était sous contrôle de la masse estudiantine transformée, le temps d'un éclair, en maîtresse des céans. Il a fallu l'intervention énergique des unités spéciales de la police sur les lieux pour que les risques d'affrontement déjà perceptibles

soient contenus. Mais c'était non sans peine puisque les policiers ont buté contre une résistance farouche des étudiants surexcités et déterminés à leur faire douter. Certains agents, à en croire certaines sources, auraient même été brièvement séquestrés par les étudiants. Aucune victime n'a été enregistrée si ce n'est quelques blessés encore en soins dans quelques formations médicales de la place. « *On voulait juste manifester, défiler un peu et ils nous en ont violemment empêché* », expliquait, pour sa part, un étudiant.

En fait, tout est parti de la décision prise par les autorités académiques d'augmenter les frais académiques et connexes. Cette hausse brutale et inadaptée desdits frais a été considérée comme une provocation par ces étudiants déjà excédés par leurs conditions d'études précaires auxquelles le gouvernement n'accorde le moindre intérêt. La goutte d'eau qui a débordé le vase a été le délogement forcé de certains étudiants habitant les homes sans raison valable. Dans les milieux universitaires, on laisse entendre que cette action de l'INBTP devait s'étendre à tous les établissements d'enseignement supérieur et universitaire de la capitale et, du reste, du pays. L'ensemble de la communauté estudiantine de Kinshasa et de l'arrière-pays est censé faire pression sur le gouvernement pour amener celui-ci à faire de l'amélioration des conditions d'études dans les universités et instituts supérieurs une priorité.

Alain Diasso

SANTÉ

Ouverture de la revue annuelle du PEV

Au cours de cette revue qui se tient du 17 au 20 novembre au centre catholique Caritas, il sera question d'évaluer la mise en œuvre du plan d'action opérationnel du Programme élargi de vaccination (PEV) 2015 afin de préparer le plan d'action opérationnel 2016.

Les participants devront donc mesurer non seulement les progrès accomplis au cours de l'année 2015 par rapport aux objectifs fixés, analyser les résultats obtenus, identifier les goulots d'étranglement ayant empêché l'atteinte des objectifs mais aussi définir les activités prioritaires à mener à chaque niveau au cours de l'année prochaine.

Dans leur réflexion qui accouchera d'un plan d'action opérationnel 2016, les participants vont avant toute chose présenter les résultats obtenus au cours de l'année 2015 par rapport aux objectifs fixés. Ils vont ensuite dégager les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces liées à la mise en œuvre du plan d'action opérationnel, évaluer la mise en œuvre des recommandations issues de la réunion des directeurs du programme élargi de vaccination des pays de l'Afrique centrale pour enfin dégager des pistes de solutions et les actions correctrices face à des problèmes identifiés.

Le secrétaire général à la Santé, le Dr Marcel Mukengeshay Kupa, qui a ouvert cette revue a laissé entendre

qu'elle « *est un exercice important qui est réalisé chaque année. Elle permet de voir comment les interventions ont été mises en œuvre, quels sont les défis, les problèmes et les pistes de solutions et quelles sont des stratégies correctrices à mettre en œuvre pour planifier des actions à mener* ».

C'est pourquoi le secrétaire général à la Santé a appelé les participants à mettre à profit les quatre jours de cette revue pour analyser chaque problème afin d'en trouver des actions correctrices. L'ensemble de ces actions, dira-t-il, permettra de mettre en place un plan d'action opérationnel avec des stratégies faisables qui s'attaquent aux problèmes.

Auparavant, le directeur du PEV, le Dr Audry Mulumba a reconnu que durant l'exercice 2015 des performances ont été réalisées mais à coté de ces avancées, il ya des défis à relever. Le Dr Audry de citer : « *le nombre élevé d'enfants qui échappent à la vaccination ; il faut améliorer la qualité de la vaccination, il faut améliorer la capacité d'accompagner les équipes au niveau périphérique, il faut aussi faire un effort pour maintenir le statut actuel du pays sans polio* ». De son côté, le représentant de l'inter agence s'est engagé à accompagner la RDC dans la réalisation de son plan d'action opérationnel pour l'intérêt de l'enfant congolais.

Aline Nzuzi

AXE KINSHASA-MATADI

Une nouvelle grève des transporteurs routiers

Les grévistes revendiquent l'application du protocole d'accord du 19 février 2013, qui prévoit notamment un salaire de 375 dollars américains pour le chauffeur et 200 dollars américains pour le convoyeur.

Un nouveau mouvement de grève est observé, depuis le 16 novembre, sur l'axe routier Kinshasa-Matadi. Les transporteurs routiers, réunis au sein de la Force ouvrière du Congo (Forc), réclament l'application du protocole d'accord signé le 19 février 2013, qui prévoit notamment un salaire de 375 dollars américains pour le chauffeur et 200 dollars américains pour le convoyeur.

Dans cette action, les grévistes, par le président de leur organisation, André Tshikoj, dénoncent la mauvaise foi des employeurs des véhicules poids lourds qui, depuis trois ans, n'ont respecté aucun des engagements contenus dans ce document signé il y a près de trois ans déjà. «Les promesses faites par les patrons de ces entreprises de transport n'ont pas été tenues. Aucune avancée, pas d'augmen-



Des camions poids lourds

tation de salaire et de prime, pas de repos pour les chauffeurs, pas d'assurances maladie, pas de paiement d'arriérés de prime », a expliqué le président de la Forc.

Les conséquences de cette action sont notamment l'absence des camions poids lourds à Matadi, chef-lieu du Kongo central. Ils sont, en effet, immobilisés dans les garages et invisibles sur les grandes artères de la ville.

Il est également constaté un ralentissement des mouvements d'entrée et de sortie des conteneurs au port international de Matadi depuis le déclenchement

de cette action. Pour la capitale congolaise, les conséquences peuvent notamment être la rareté de certaines marchandises dont les biens de consommation courante et autres qui passent par le port de Matadi ou de Boma.

Il est rappelé que pour la même raison, une cessation d'activités de dix jours avait été observée dans ce secteur à partir 29 septembre 2014. Ce sont les négociations tenues entre les différentes parties qui ont abouti au rappel de l'accord signé et ont favorisé la reprise de travail.

Lucien Dianzenza

COMMERCE

Baisse de 40% des investissements chinois en Afrique

Le gouvernement de la Chine a présenté, le 17 novembre, les chiffres officiels qui confirment un effondrement des investissements directs situés à 1,19 milliard de dollars américains au cours du premier semestre de l'année en cours, soit la période comprise entre janvier et juin 2015. Toutefois, selon les dirigeants chinois, les économies africaines vont ressentir leurs effets sur le long terme. Mais les perspectives d'avenir restent optimistes, avec l'annonce de la multiplication par 50 des investissements chinois en Afrique d'ici à 2020.

Au cours des cinq prochaines années, la Chine espère atteindre le cap des 100 milliards de dollars américains d'investissements directs en Afrique. En d'autres termes, le gouvernement tient à renforcer sa présence économique en Afrique. Pour l'heure, les autorités chinoises expliquent le ralentissement actuel par plusieurs facteurs dont la faiblesse de la reprise économique mondiale, les fluctuations des prix des marchandises internationales et la déclaration de l'épidémie d'Ébola dans le continent africain. Malgré

une conjoncture difficile, il n'est pas question, du moins à ce stade, de suspendre les programmes en cours. En effet, le potentiel du marché, l'environnement commercial et les demandes de développement industriel bilatérales maintiennent l'attractivité du continent africain.

Dans une analyse plus fouillée, un expert chinois estime que les stratégies d'investissements à l'étranger de son pays en Afrique, à travers certaines initiatives comme «la Ceinture et la Route» (la Ceinture économique de la Route de la soie et la Route de la soie maritime du 21e siècle), participent à stimuler la croissance économique mondiale. Cet avis est partagé par certains experts américains. En effet, réunis en Turquie dans le cadre du G20, les pays les plus développés ont réaffirmé la nécessité de renforcer la reprise économique mondiale et le potentiel de croissance. Ils ont ainsi appelé à des actions plus collectives pour réaliser une croissance forte, durable et équilibrée capable de profiter même aux pays en développement. Et la stratégie gagnant-gagnant de la Chine permet justement d'atteindre de bons résultats.

Laurent Essolomwa

PROCESSUS ÉLECTORAL

Pas de délai de grâce pour la nouvelle Céni

Corneille Nangaa, Norbert Basengezi et Pierrette Mwenze ont été investis respectivement comme président, vice-président et questeur de la commission électorale nationale indépendante (Céni) au terme de l'ordonnance présidentielle signée le 17 novembre par le chef de l'État, Joseph Kabila.

La Commission électorale nationale indépendante (Céni) affiche désormais complet depuis que l'Assemblée nationale a pris l'initiative de combler le vide laissé par Chantal Ngoyi Tshite qui a été contrainte à la démission du fait que le parti dont elle est issue, en l'occurrence le MSR, a basculé dans l'opposition. Étant entendu que la questure de la chambre basse revient de plein droit à la majorité présidentielle, il appartenait donc à cette composante de pourvoir à son remplacement. Ce qui a été fait. Ainsi donc, ce poste sera désormais occupé par Pierrette Mwenze Kisonga, une femme originaire de la province du Haut-Katanga, dans le Territoire de Kabongo. C'était là la pièce manquante du puzzle.

C'est dire qu'aujourd'hui le bureau de la Céni affiche complet, tous les postes restés vacants ayant été comblés depuis la démission de l'abbé Malumalu pour des raisons de santé. La présidence de la centrale électorale sera désormais assurée par Corneille Nangaa dont la candidature avait été entérinée par les confessions religieuses exceptée l'Église catholique qui a émis des réserves. Quant à la vice-présidence de la Céni, elle sera assumée dorénavant par Norbert Basengezi qui a reçu le quitus de la majorité pour assumer cette haute charge en remplacement d'André Mpungwe dont la démission n'a jamais été annoncée officiellement. Contrairement à la majorité présidentielle qui a réussi son pari de procéder au remplacement de ses représentants à la Céni dont la loyauté envers le pouvoir n'était plus acquise, l'opposition n'a pas eu gain de cause dans sa revendication de procéder au changement de toute l'équipe dirigeante de la Céni. Ses délégués sont restés en place.

La nouvelle équipe dirigeante de la Céni, investie ce 17 novembre par le chef de l'État, Joseph Kabila, par voie d'ordonnance, se prépare à entrer en fonction dans un environnement politique marqué par des divergences nourries entre le pouvoir et l'opposition avec, à la clé, un calendrier électoral à renégocier puisque n'étant plus en phase avec les échéances électorales à venir. D'où aucun délai de grâce n'est à accorder à l'équipe Corneille Nangaa de qui l'on attend des actes pouvant rassurer toutes les parties prenantes au processus électoral. En attendant les conclusions du dialogue national annoncé pour résoudre les questions de financement des élections, de calendrier électoral, ainsi que de la sécurisation du processus électoral, la nouvelle Céni devra s'atteler d'ores et déjà à élaborer une ébauche du calendrier réaménagé et réaliste devant soutenir le reste du processus électoral.

Alain Diasso

FÊTE DU LIVRE

L'espace Masolo entre dans la danse

Répertorié pour la première fois parmi les huit sites qui vont accueillir la troisième édition de l'évènement qui ouvre ses portes ce 18 novembre, le cadre de Masina sans fil sera dans l'ambiance des festivités dès le lendemain à partir de 11 heures.



L'affiche annonce de la troisième fête du livre

Dans l'objectif d'atteindre un plus large public que ses deux éditions précédentes, la fête du livre a décidé de faire une descente en pleine cité en organisant une série d'activités jeudi et vendredi à l'Espace Masolo. Et presque simultanément à celles qui se tiendront au Centre de ressources de solidarité artistique et artisanale que dirige Malvine Velo, les sept autres sites, à savoir l'Institut français, Halle de la Gombe, l'Académie des beaux-arts, le Centre Wallonie-Bruxelles, le lycée français René-Descartes, le lycée Prince-de-Liège, l'espace Bilembo et l'espace Sadi abriteront chacun une rencontre.

L'espace Masolo entend ouvrir ses portes au public, le 19 novembre, en fin de matinée avec une lecture spectacle avec l'écrivaine belge Lieve Joris et l'ar-

tiste-marionnettiste et metteur en scène Gilbert Meyer. Le vernissage de l'exposition de peintures et sculptures de jeunes artistes prévu entre 13 et 15 heures sera assurément l'un des temps forts de cette journée. Elle s'achèvera avec une rencontre littéraire, fête

du livre oblige. Le jeune écrivain kinois Richard Ali, auteur de Ebamba, Kinshasa-Makambo, un des rares romans congolais écrit en lingala, l'animera dès 15 heures.

Quant au programme de vendredi, dont le début est également annoncé à 11 heures, il s'annonce encore plus intéressant. Pour commencer, un spectacle de marionnettes d'enfants qui sera un prélude à Kinocchio, une création purement kinoise entendue comme une adaptation congolaise des célèbres Aventures de Pinocchio. Entre les deux est prévue une rencontre écrivains-élèves conduite par Guillaume Jan et Lieve Joris.

Concert d'ouverture en fanfare On note une particulière implication de l'Espace Masolo à la fête du livre qui ne s'arrête pas aux quelques heures d'animations de jeudi et vendredi. En effet, l'institution qui s'emploie à encadrer d'anciens enfants des rues et autres jeunes accusés de sorcellerie chassés, voire abandonnés par leurs familles, fera intervenir sa célèbre fanfare. C'est donc elle qui donnera le ton de la soirée de lancement de la fête du livre

qu'abritera le lycée français René-Descartes. La Fanfare Masolo livrera un concert à la suite de l'ouverture officielle qui aura pour toile de fond le vernissage de travaux d'élèves autour de l'œuvre du photographe Angelo Turconi.

Il convient de signaler que la troisième édition de la fête du livre ne dérogera pas à la règle. Et même, elle a concocté un menu un peu plus varié que les deux éditions précédentes. La variété de son programme qui, en plus des lectures, débats, spectacles, ateliers, expositions et séances de dédicace traditionnels inclut pour cette fois des projections de films. Et la librairie éphémère, qui établit ses quartiers sous la Petite Halle de l'IF, ainsi que le concours de BD lancé quelques temps avant la tenue de la foire ne manqueront pas au rendez-vous prévu pour le 18 et le 22 novembre.

Organisé sur le thème «Sur les routes du Congo» orienté sur l'environnement quitte à faire un clin d'œil à la Cop 21, la troisième édition de la fête du livre reçoit une trentaine d'auteurs. Rencontre internationale, elle connaîtra la participation des Congolais des deux rives mais aussi des Belges, Suisses, Français, Burundais et Anglais. Ils y présenteront leurs ouvrages, animeront des ateliers et échangeront avec le public et les établissements scolaires. Les férus de lecture et autres amateurs du livre seront servis car, avec les romans, récits, essais, bandes dessinées et autres littératures proposées, c'est certain qu'il y en aura pour tous les goûts et tous les âges.

Nioni Masela

La promotion des investissements: quels leviers d'actions?

La capacité d'une économie, à attirer des investisseurs ou des acquéreurs des biens durables en vue d'en tirer profit, peut se mesurer par le taux d'investissement, rapport entre les flux d'investissements internationaux reçus par un pays et son Produit Intérieur Brut (PIB). Ce taux renseigne les investisseurs domestiques et transfrontaliers sur l'attractivité d'une économie. De 2004 à 2015, le Congo a eu le meilleur taux d'investissement de la CEMAC qui est passé de 20,9% à 34%. Mais, cette forte attractivité contraste avec des faibles créations d'entreprises qui sont passées de 2.286 à 592 seulement. Cela signifie que le Congo attire des investissements peu structurants, générateurs d'un faible retour sur investissement, malgré les avantages du code et de la charte des investissements, des coûts compétitifs des facteurs de production et une Agence chargée de Promouvoir les Investissements (API). En cause:

I- L'inefficacité de la politique des investissements: La charte des investissements fixe trois régimes: - le régime «G», destiné aux grandes entreprises qui réalisent un investissement supérieur ou égal à 100 millions de FCFA. Pendant 5ans, il suspend les droits de douanes, exonère les droits d'enregistrement à la création d'entreprises, l'impôt sur les sociétés et sur les personnes physiques, accorde une réduction de 50% des droits d'enregistrement pour les augmentations de capital, les fusions de sociétés, les mutations d'actions et des parts sociales; - le régime «S», destiné aux petites et moyennes entreprises qui réalisent un investissement au moins égal à 30 millions et inférieur à 100 millions. Il dure 5ans et en plus des avantages du régime «G», l'investisseur bénéficie de la réduction des droits d'enregistrement pour la création de l'entreprise, les augmentations de capital, les fusions de sociétés, les mutations des actions et des parts sociales; et - le régime «P» ou de la zone de développement préférentiel, permettant à toute entreprise exportatrice installée dans les zones franches, de bénéficier d'une modération des redevances définies par arrêté du ministre en charge des finances.

Pour en bénéficier, l'entreprise doit avoir un capital social supérieur ou égal au cinquième du montant de l'investissement; utiliser en priorité les matières premières, la main d'œuvre et les services des entreprises locales. La BAD (2014), indique que ces régimes ont coûté à l'Etat congolais 176,4 Mds de FCFA en 2006 contre 438,1Mds de FCFA en 2012. Elles concernent le pétrole à 84,41% en 2006 contre 54,28% en 2012, les contributions congolaises 6,18% contre 34,33%, les normes de la CEMAC 7,65% contre 1,64%, les exonérations exceptionnelles 1,76% contre 9,23%, et génèrent:

- un afflux important et constant de l'Investissement Direct Etranger (IDE). Le stock cumulé des IDE du Congo s'établit à plus de 21 Mds \$ entre 1980 et 2012, soit 168% du PIB, représentant 0,092% des IDE mondiaux, grâce à un afflux de l'ordre de 2 Mds \$ en moyenne par an, avec un pic de plus de 3 Mds \$ en 2011. La CNUCED (2014) montre que ces IDE proviennent à 31,7% de l'Afrique, 16% de la France, 9,6% de la Chine, 1,7% du Liban et 41% des autres pays (USA, Brésil,...). Ils sont affectés dans l'Agriculture et l'Elevage (47%) qui ne contribuent qu'à 3,3% au PIB, l'Exploitation Forestière (11%) pour une contribution d'à peine 7% au PIB, les Industries et l'Agroalimentaire (19%) qui ne contribuent qu'à 3,4% au PIB, et les Services (11%) qui contribuent qu'à 19,8% au PIB. Les investissements réalisés sont peu structurants et peu rentables. L'économie reste dépendante du pétrole (70% du PIB), alors que ce secteur crée peu d'entreprises (9%) par rapport au Commerce (66%) et aux Services (18%);

- un faible taux d'investissement privé, hors pétrole, de 3,9% du PIB. Les 11 banques commerciales et les 35 entreprises de micro banques ne consacrent que 30% de leurs avoirs au crédit intérieur contre 70% au crédit extérieur, contrastant avec une surliquidité bancaire croissante, estimée à plus de 400 milliards de FCFA en 2014. 84,6% des entreprises autofinancent leurs investissements contre 79,3% en Afrique subsaharienne. Les emprunts des banques ne représentent que 4% des financements des investissements des entreprises contre 20% dans la sous région. Ils concernent les activités peu structurantes et peu rentables: 32,18% dans les Transports et les Télécommunications en 2009 contre 12,5% en

2013, 8,37% dans le Commerce de gros en 2009 contre 19,2% en 2013, 21,63% dans le Bâtiment et les Travaux Publics en 2009 contre 26,5% en 2013; alors que les secteurs créateurs d'entreprises sont: le Commerce (71,84%), l'Immobilier (11,38%) et la Construction (8,36%).

Les crédits aux entreprises sont à 55,3% à court terme, 43,9% à moyen terme, et 0,8% seulement à long terme. La valeur des garanties requises en pourcentage de prêts bancaires, représente 47,3% au Congo, contre 151,2% en Afrique Subsaharienne. Le coût du crédit bancaire est très élevé, en passant de 14% en 2006 à 9,6% en 2013, même s'il reste inférieur à celui de la CEMAC (14,5% à 9,8%). L'absence de société de leasing, de société de factoring et de capital-investissement, capables de soutenir les projets à haute valeur ajoutée, donne un rôle financier majeur à l'API.

II- L'inefficacité du climat des affaires et de la gouvernance des projets: La perte de créance (risque commercial) et la perte du capital investi (risque pays) sont des manques à gagner que redoute tout investisseur. La note «D» du risque commercial du Congo, attribuée par la COFACE en 2015, indique un risque très élevé. L'évolution des notes du climat des affaires du Doing Business de la Banque Mondiale sur 185 pays, montre que le Congo a perdu 32 places en 10 ans, en passant du 146e rang mondial en 2005 au 178e rang en 2015. Plus de 22 impôts et taxes pour 61 procédures fiscales, mobilisant 25 jours et situant le pays au 182e rang mondial. La pression fiscale conduit les entreprises à payer 2,3 fois plus d'impôts que les entreprises des autres pays en Afrique. Elle représente 20% du PIB hors pétrole, même si l'impôt sur les

bénéfices est passé de 48% du bénéfice en 2000 à 33% en 2015. Les 11 procédures et 161 jours pour créer une entreprise, situent le Congo au 180e rang mondial. Cette hyper bureaucratie nourrit un fort indice de perception de la corruption, où le Congo a perdu 12 places en 8 ans, en passant du 140e rang mondial en 2006 au 152e rang en 2015. Un «choc de simplification administrative et fiscale» s'impose.

Quant au risque pays, les notes du Congo attribuées par le FMI entre 1996 et 2015, indiquent une forte stabilité politique, avec un taux qui est passé de 9,62% à 29,86%. Le climat politique de 2015-2016, conduit la COFACE à dégrader la note du Congo à «C». Celles du Doing Business de la Banque Mondiale (2015), montrent un indice de transparence des transactions de 6% contre 5% en Afrique subsaharienne. L'indice de responsabilité des managers n'est que de 1% contre 5% pour la sous région, l'indice du pouvoir des actionnaires n'est que de 3% contre 5% pour la sous région et l'indice de protection des investissements n'est que de 4,2% contre 4,5% pour la sous région. La gestion prudentielle rigoureuse des projets est plus que nécessaire.

Ainsi, l'économie congolaise est relativement attractive. La gouvernance des projets et le climat des affaires sont peu incitatifs et attirent des investissements peu structurants et peu rentables. D'où, la nécessité de réorienter l'IDE vers les secteurs rentables et le crédit bancaire vers l'investissement domestique, de réduire la pression fiscale et de simplifier les procédures administratives dans une gestion prudentielle, afin d'améliorer le retour sur investissement.

Emmanuel OKAMBA
Maître de Conférences HDR en Sciences de Gestion

ARRÊT SUR IMAGES

42 stagiaires du National Croup conduits par le chargé d'affaires, Lekwis Malalou Brant, ont visité le 17 novembre, les structures de l'Agence d'information d'Afrique centrale (Adiac). La visite guidée a commencé au niveau de la direction des rédactions des Dépêches de Brazzaville en passant par l'Imprimerie du Bassin du Congo puis le Musée Galerie du Congo.



KOUILOU

Les nouveaux responsables de la police installés

La cérémonie de présentation et de prise de commandement officiel du nouveau directeur interdépartemental de police au Kouilou et à Pointe-Noire ainsi que le nouveau commissaire de Police de la ville océane a eu lieu mardi 17 novembre au Tarmac de la base aérienne 02/20, en présence du général Jean François Ndeguet, directeur général de la police.

Il s'agit respectivement du colonel de police Itoua Poto Serge Pépin et du lieutenant-colonel de police Miakatidila Edmond Landry Sylver qui ont été installés dans leurs nouvelles fonctions. La cérémonie a débuté par une revue des troupes faite par le directeur général de la police, suivie de la lecture des arrêtés



Le colonel de police Itoua Poto Serge Pépin



Le lieutenant colonel Miakatidila Edmond Landry Sylver

ministériels portant nomination des nouveaux promus et la prise de commandement par les heureux promus.

Répondant aux questions de la presse, les deux promus ont re-

mercié l'ensemble des autorités hiérarchiques gouvernementales en général et particulièrement celles du ministère de l'Intérieur ainsi que le haut commandement de la police qui ont

porté leur choix sur eux pour de nouvelles responsabilités au Kouilou et à Pointe-Noire. Ces derniers ont promis se mettre très rapidement au travail pour être, disent-ils, à la hauteur de leurs tâches respectives.

« Ce sont certes des tâches ardues et exaltantes, en rapport à la ligne droite du métier de police, la sécurité est l'affaire de tous, il ne peut y avoir une bonne police sans une bonne collaboration avec la population. Il s'agit pour nous de chercher à mettre en place quelques dispositifs de proximité afin de vite comprendre les aspirations profondes des populations de manière à mieux lutter contre les formes d'émergence de criminalité ou de délin-

quance qui caractérisent actuellement la jeunesse de nos jours », ont-il indiqué. Rappelons que le nouveau directeur départemental de la police au Kouilou et à Pointe-Noire, le colonel de police Itoua Poto Serge Pépin, assumait précédemment les fonctions de commandant du Groupement mobile de Police (GMP) à Brazzaville, alors que le nouveau commissaire central de police de Pointe-Noire, le lieutenant-colonel Miakatidila Edmond Landry Sylver était en mission de service en République Centrafricaine. Il a assumé dans le passé les fonctions de commissaire central de police de la ville de Ouesso dans le département de la Sangha.

Séverin Ibara

CONFÉRENCE-DÉBAT

« Code noir » et « Faites le mur » projetés à Yaro cette semaine

La grande innovation à l'espace culturel Yaro dans le 4^e arrondissement Loandjili, dans la ville océane, en cette rentrée artistique est la programmation le 17 novembre du colloque animé par l'économiste et ethnologue malien, Many Camara, il y a 7 ans à Angers en France.



Le public à Yaro suivant un spectacle de conte crédit photo «Adiac»

La projection lance d'autres programmations similaires à venir. Pour les animateurs de l'espace Yaro, outre les représentations théâtrales, les spectacles de musique, de contes, de danse, les animations diverses et les formations en art, cet espace doit aussi être un haut lieu de savoir et d'échanges intellectuellement profitable à tous. C'est pourquoi des conférences sur l'art, l'environnement, la société, etc. y sont régulièrement organisés. La projection vidéo des grandes rencontres sur les thématiques mondiales comme la conférence d'Angers est une première qui suivra d'autres projections analogues.

« Code noir » ouvre donc la liste de ces conférences voulues intellectuelles. Animée le 2 octobre 2008 à l'IUT d'Angers en France par l'économiste et ethnologue malien, Many Camara, sur les mécanismes de domination à travers les codes qui ont régi le quotidien des populations noires dans les îles françaises aux temps de l'esclavage et de la colonisation, ce haut moment d'échanges et de partage méritait une large diffusion sept ans après. Les opérateurs culturels, les intellectuels, les élèves et étudiants pourront ainsi glaner des connaissances nouvelles afin de garnir leur bagage intellectuel.

Deux jours plus tard, le 19 novembre, le film documentaire «Faites le mur » de l'Anglais Banksy sera diffusé sur grand écran. C'est une sorte de bouillon culturel des œuvres de cet adepte de l'art urbain, une forme d'art contemporain qui regroupe différentes disciplines appliquées dans la rue (graffitis, fresques murales...).

Hervé Brice Mampouya

Le sport ouvre aussi la voie à la paix

Les politiques parlent tous dans notre pays de paix, paix denrée rare, paix qui n'a pas de prix, paix retrouvée etc. Mais les politiques ne parlent pas avec force de paix associée au sport. Les politiques donnent une orientation dans la manière dont l'économie et le social peuvent être menés dans un pays, mais ces derniers n'accordent pas assez de place au moment de la recherche de paix bâtie sur le roc à travers le sport.

Le sport est aussi générateur de paix, universellement, le sport unit les peuples. Le sport est le meilleur parti que puisse avoir un pays. Dans le sport, beaucoup de vertus vont dans le sens, entre autres, de la responsabilité, de la loyauté, du respect, de l'acceptation de l'autre et du verdict, de l'apaisement, du contrôle de soi, de la sportivité, de la lucidité, du partage, de la solidarité. Souvenons-nous de la période agitée avant les premiers Jeux africains de 1965, aussi celle du 22 février pendant le déroulement de la CAN, Yaoundé 72, les sportifs ramenant des victoires au football, avaient mis du baume dans les cœurs de nos politiques ! L'unité s'est faite même de plus belle ce mardi 07 mars 1972, au retour triomphal de ces champions d'Afrique, à voir une grande partie de la toiture de Maya-Maya s'écrouler, les ronds points et avenues de Brazzaville bondés du monde, jusqu'à la réception par le chef de l'Etat, le camarade Marien-Ngouabi. Je pense que l'appel des sportifs est de mise car les 11^{èmes} Jeux africains de Brazzaville, du 04 au 19 septembre 2015, nous ont mis, une fois de plus, tous d'accord autour de la paix qui engendre l'unité. Les sportifs ne peuvent pas être mis à l'écart ni hors jeu.

Toutes les associations qui naissent sont patronnées par un tel ou un tel autre politique, mais aucun n'oriente vers les sportifs la responsabilité de créer une association que je dénommerai par exemple « Association Diables Rouges pour la paix du/ au Congo » en sigle ADRPC. Plusieurs associations de paix foisonnent notre pays sans pourtant être sur le terrain



De gauche à droite: Douniama-Ndoly Ryno- Thievy Bifouma

; c'est comme elles diraient « Loin des yeux près du cœur » en matière de paix ce n'est pas réaliste. Cette association ADRPC, contrairement aux autres, sera sur le terrain de sport, terrain de paix, comme pour dire « Près des yeux, paix de cœur », ceci est réaliste.

Les sportifs à mesure, tant soit peu, d'apporter auprès de la jeunesse leur pierre à la construction de l'édifice, qui n'est autre que cette paix à maintenir, cette unité à consolider. Une jeunesse sans loisirs (sport) est vouée à la délinquance, les jeux de cinquante ans nous ont édifiés.

Que les politiques donnent à cette jeunesse de matériel de sport. Les dons en ballons, trophées, équipements sportifs, nous en obtenons ; les politiques peuvent en obtenir davantage pour le besoin de la cause auprès des organisations humanitaires, des associations nationales et internationales, sans déboursier un seul franc blanc.

En ce moment là, l'association ADRPC, avec ses sacs remplis, sillonnera tout l'hinterland. Plusieurs activités sportives seront organisées, et à chaque fois un match de gala, d'exhibition de ces vieilles gloires, qui ont encore des beaux restes, comme dit un adage de chez nous : « là où il y avait une source, l'humilité demeure toujours ». La preuve, le grand public juvénile venu assister à ce match de gala mémorable, du mercredi 02 septembre 2015, au complexe sportif de Kintélé, des anciens Diables Rouges 72-92-2000 football devant le chef de

l'Etat, face à la sélection d'Italie champion du monde 2006, ponctué par un nul apaisé de trois buts partout.

Ainsi à la fin de chaque activité de l'ADRPC, autour d'une table, les prouesses sportives réalisées au pays et à l'étranger par certains membres de l'association sont relatées à la jeunesse. C'est une façon, non seulement, de contribuer à l'assise de la paix véritable et durable par le sport, mais aussi une occasion d'offrir à cette jeunesse une occupation saine, une volonté de pratiquer le sport avec ses vertus nombreuses citées plus haut, ipso facto l'utilisation des stades nés des municipalisations accélérées, par un civisme exemplaire, et son développement à l'intérieur du pays.

Que les politiques soient rassurés, l'ADRPC ne sera pas une association fictive, ni une occasion qui parlera au nom des sportifs sans aucune action, ni activité sportive liée à la paix. Anciens et actuels sportifs internationaux congolais, donc ambassadeurs du Congo au sein de l'ADRPC, ils ont aussi une partition active à jouer dans la phase à bâtir la paix sur le roc pour notre pays. Ils ne peuvent être toujours oubliés. Les politiques apprécient de fois qu'on leur apporte des suggestions sur un plateau... de paix, je n'ai que les idées qui peuvent être améliorées par celui qui va, ou ceux qui vont utiliser les miennes dans un environnement paisible. Ceci est ma modeste contribution.

Ndoly Ryno, Ancien Diable Rouge Yaoundé 72

ELIMINATOIRES COUPE DU MONDE RUSSIE 2018

Les Diabes rouges valident leur place parmi les vingt concurrents africains

Les Diabes rouges ont validé leur qualification pour la phase de poules en contraignant le 17 novembre au stade Alphonse-Massamba-Débat, les Walyas de l'Éthiopie à une deuxième défaite. Les Congolais l'ont emporté 2-1 au terme d'une rencontre qu'ils avaient pourtant mal entamée.

Le Congo a échappé de justesse à la surprise. Huitième au classement CAF, il débutait la manche retour avec beaucoup d'assurance avant de se faire surprendre à la 28^e minute sur l'une des rares occasions éthiopiennes. Moïse Nkounkou tente un dribble qui ne lui a pas réussi au milieu du terrain. Et tout s'enchaîne alors très vite sur une passe en profondeur, Getaneh Kebele prend à vitesse Sagesse Babelé avant de croiser son tir devant Christoffer Mafoumbi, impuissant. Les Walyas 114^e au classement FIFA et 34^e au classement africain, avaient en ce moment, relancé le suspense dans cette double



Les Diabes rouges du Congo qualifiés pour la phase de poules des éliminatoires (Photo Adiac)

confrontation. Puisqu'ils n'étaient plus qu'à un but de la qualification. Les Diabes rouges tentent de réagir après le but concédé mais la tête de Baudry Marvin est repoussée par la barre transversale à la 43^e minute.

Les Congolais reprennent conscience du danger après les citrons. Ils entament clairement mieux la seconde période. Et Thievy Bifouma se montre à son avantage. Il provoque un coup franc à l'entrée de la surface.

Francis Nganga d'une frappe contrée au départ, trompe le gardien éthiopien à la 49^e minute. Les Diabes rouges étaient tout près de doubler la mise à la 52^e minute. Dans les mêmes conditions que Baudry Marvin, Delvin

Ndinga a vu sa reprise de la tête être repoussée par la barre à la 52^e minute. Ce n'était qu'une partie remise puisque Thievy Bifouma va se montrer décisif sur l'action qui suivait. Il fait un grand travail de récupération dans la surface de réparation des Walyas. Il contrôle puis enchaîne une frappe qui trompe à la 53^e minute le gardien éthiopien. Le Congo se qualifie pour la phase de poules des éliminatoires pour la deuxième fois consécutive. Lors des éliminatoires de la Coupe du monde 2014, il avait échoué à un point du Burkina Faso avant que celui-ci ne joue les barrages face à l'Algérie. Cette fois-ci les barrages sont exclus. Seuls le premier de chacun des cinq groupes sera qualifié pour la Russie. Le Congo attend le tirage au sort pour connaître ses adversaires. Ce qui est vrai c'est que, c'était le dernier match de Claude Le Roy sur le banc congolais. Son contrat prend fin le 5 décembre prochain.

James Golden Eloué

MONDIAL 2018

ça passe pour l'Ouganda, le Gabon, la Zambie, la RDC et la Guinée

Les premiers matchs retour du 2^e tour préliminaire des qualifications pour la Coupe du monde 2018 ont livré leur verdict: RDC, Gabon, Ouganda, Guinée et Zambie sont qualifiés pour la phase de poules. Vainqueur à Lomé (1-0), l'Ouganda a balayé les Éperviers du Togo à Kampala. Victorieuse au Soudan, la Zambie confirme sur ses terres. De leurs côtés, les Léopards de RDC se sont fait peur face au Burundi, mais leur victoire à Bujumbura, au match aller, les qualifie. Pour le Gabon, battu à Maputo mercredi dernier, il aura fallu aller aux tirs au but pour obtenir un ticket. Quant à la Guinée, qui jouait sur un terrain neutre, c'est un beau retournement de situation après son



Buteur à l'aller, Winston Kalenga a doublé le score, dimanche, contre le Soudan: les Diabes rouges sont prévenus, en vue des matchs du mois de mars 2016 (droits réservés)

revers initial à Windhoek. Ouganda-Togo : 3-0 (3-0) à Kampala. Buts : Geoffrey Massa (4^e) et Faruk Musa (41^e et 45^e+1) pour l'Ouganda. Gabon-Mozambique :

1-0 (1-1 puis 4-3 aux tirs au but) à Libreville. Buts : Malik Evouna (2^e) pour le Gabon. Zambie-Soudan : 2-0 (0-0) à Ndola. Buts : Lubamba Musonda (58^e) et Winston Kalengo (81^e) pour la Zambie. RDC-Burundi : 2-2 (1-1) à Kinshasa. Buts : Jordan Nkololo (17^e) et Yannick Bolasie (78^e sur penalty) pour la RDC, Dieumerici Mbokani (contre son camp, 28^e) et Abdul Razak (89^e sur penalty), pour le Burundi. Guinée-Namibie : 2-0 (1-0) à Casablanca. Buts : Idrissa Sylla (44^e) et Naby Keïta (79^e) pour la Guinée

C.D.

CHAN RWANDA 2016

La CAF a dévoilé la composition des groupes

On connaît désormais les compositions des quatre groupes de la phase finale de la 4^e édition du Championnat d'Afrique des nations. Le 15 novembre à Kigali, la Confédération africaine de football a placé les 16 qualifiés dans quatre poules de quatre. La compétition se disputera du 16 janvier au 7 février au Rwanda.

Le Rwanda partage le groupe A avec le Gabon, le Maroc et la Côte d'Ivoire

Le Rwanda, pays organisateur, hérite d'un groupe A pas facile à négocier. Il a pour adversaires le Gabon, le Maroc et la Côte d'Ivoire. Le Gabon découvre la compétition pour la troisième fois. Au Soudan, les Panthères avaient échoué dès le premier tour en terminant troisième de son groupe avec quatre points. En Afrique du sud, ils ont fait mieux, en atteignant les quarts de finale. Mais la séance des tirs au but, face à la Libye, ne leur avait pas porté bonheur.

Pour son premier test en Afrique du sud, le Maroc qui avait atteint le quart de finale. Son ambition est de faire mieux. Depuis le lancement de la compétition, la Côte d'Ivoire n'a jamais brillé. En 2009 à domicile, les Eléphants avaient plus que déçu. Ils terminaient la compétition avec zéro point au compteur. En 2011, les Ivoiriens gagnaient une place supplémentaire. Ils terminent troisième de leur groupe avec trois points mais pas suffisant pour accéder au second tour. Pour leur troisième participation, elle veut franchir l'étape du premier tour.

Groupe B : RDC défiera l'Angola, le Cameroun et l'Éthiopie

En sa qualité de vainqueur du premier tour organisé en Côte d'Ivoire en 2009, la République démocratique du Congo enfle le costume de favoris dans le groupe B. Dans ce groupe, se trouve un autre finaliste,

l'Angola. Le Cameroun avait atteint les quarts de finale, lors de sa première participation en 2011. Revenu à la faveur de sa qualification devant les Diabes rouges du Congo, l'ambition de bousculer la hiérarchie de cette compétition. L'Éthiopie est une équipe en pleine progression dans cette compétition.

Groupe C : la Tunisie et le Nigeria favoris devant le Niger et la Guinée

Comme la RDC, la Tunisie vainqueur en 2011, est le favori du groupe C. Elle aura des arguments pour sortir de ce groupe logiquement avec le Nigeria, demi-finaliste du dernier tour et médaillé de bronze en Afrique du sud. La Guinée viendra pour apprendre. Et l'appétit venant en mangeant, elle peut égaler la performance du Niger quart-finaliste en 2011 pour sa première participation.

Groupe D : le duel des anciens demi-finalistes entre la Zambie et le Zimbabwe

C'est le groupe assez relévé dans lequel on retrouve également le Mali et l'Ouganda. La Zambie, troisième en 2009, devra lutter face au Zimbabwe régulier depuis le lancement de la compétition. Il y aura aussi un match intéressant à suivre entre le Mali et le Zimbabwe. En 2014 en Afrique du sud, le Mali avait été battu par le Zimbabwe à l'étape des quarts de finale. Ce match sera soit de revanche ou de confirmation. L'Ouganda est une équipe qui monte au fil de l'édition. Son apprentissage était douloureux en 2011 (zéro point en trois matches) en 2011 mais lors de la dernière édition, ils avaient gagné quatre points avant de manquer de justesse la qualification pour le prochain tour. La qualification pour la phase de poules des éliminatoires de la Coupe du monde pour booster la détermination de ses joueurs.

J.G.E.

VOLLEYBALL

Brazzaville accueillera le tournoi qualificatif aux JO 2016

La qualité des infrastructures présentée par le Congo pendant les Jeux africains continue à susciter l'admiration des dirigeants des Confédérations sportives africaines.

Après les Jeux africains, et les éliminatoires zone 4 des championnats d'Afrique des clubs champions de Basketball, Brazzaville sera, du 7 au 14 janvier 2016, ville-hôte du tournoi masculin de volleyball qualificatif aux Jeux olympiques (JO) de Rio 2016, a confirmé la Confédération africaine de volley-ball dans sa correspondance du 8 novembre.

Le tournoi, dont seul le premier, sera qualifié à la phase finale des JO, regroupera vingt-deux nations notamment: l'Algérie, la Tunisie, la Gambie, le Cap-Vert, le Mali, le Burkina Faso, le Nigeria, le Ghana, la Centrafrique, le Congo, la République démocratique du Congo, le Cameroun, le Gabon, le Kenya, l'Égypte, le Soudan, l'Ouganda, l'Angola, le Mozambique, le Zimbabwe, le Botswana et le Madagascar.

Notons que c'est la Tunisie qui avait représenté l'Afrique au J.O de 2012 à Londres après avoir remporté le tournoi qualificatif de Yaoundé. Outre le Volleyball, Brazzaville va organiser l'Afro basket en 2017.

James Golden Eloué